

Le Monde

LES SAINTS INNOCENTS

Ils nous sont nécessaires

par AMÉDÉE THÉVENET (*)

Le 28 décembre, l'Église catholique fête l'universaire du massacre des enfants juifs par Hérode, les Saints Innocents. Ovation de penser à toutes sortes d'innocentes, unanimes nos sociétés ne prennent pas assez garde à elles. Amédée Thévenet, celle des handicapés, auquel l'année 1981 était en principe consacrée. Avec Jean Toulat, aux enfants « non-écus », dont le nombre s'accroît au fur et à mesure que l'avortement se banalise. Avec Jacques Madault, enfin, à ceux qui se refusent à subir passivement le sort promis aux victimes de la prochaine guerre.

L'ANNÉE qui s'achève, a été celle des handicapés. Nos sortions de l'Année du porteur (1980) — très appréciée des séméiades, des ébéniers et des marins-pêcheurs qui devaient leur bateau. Nous avons déjà eu l'Année de l'enfance (1979), après celle de la femme (qui n'en finit plus) ; avec la Journée de l'arbre, celle de l'apprenti, la Semaine du cœur ou des personnes âgées, peut-être s'achèvera-t-on vers un nouveau calendrier laïque post-grégorien qui aura ses fêtes carillonnées et ses jours de jette au profit des misérables. Pour en faire quoi ? Une occasion de se sentir bon et de s'offrir de bons sentiments ? Une entreprise d'infantilisation nationale telle que « Bientôt l'été » ou « la chasse au Gaspi » ? Ou l'opportunité d'une réflexion collective, le temps de mettre nos misères à l'heure, sur un problème national en un siècle où les meurs et les lois tournent plus vite que nos mentalités. C'est bien le cas pour les handicapés dont on s'est beaucoup occupé pendant la décennie 70 et sur lesquels il n'a pas inutile de faire le point.

Comment ? D'abord en se débarrassant de l'idée simpliste et sous-jacente qu'il y avait jadis de bons handicapés comme de bons sauvages qui étaient bien intégrés dans la communauté locale. C'est faux, puisque l'Église dut créer pour les « dévants » et « exclus » de toutes espèces le réseau d'hôtels-Dieu, maisons-Dieu et hospices dont elle couvrit l'Occident chrétien.

Il est vrai que les enfants trouvés de l'époque pouvaient être recueillis à la porte des églises mais ce n'est pas toujours pour être adoptés. C'est souvent pour être volontairement et horriblement mutilés pour servir la charité publique au profit de leurs tontonnières. Ce furent les « estruets » dont les grands esprits de l'époque ne paraissent pas se scandaliser outre mesure.

Jadis à une époque toute récente, les stridés mentaux étaient la honte

de leur famille qui les cachait dans d'arrière-chambres obscures. Quant au fameux « idiot du village », qui a la « part du pauvre » dans les meilleures familles et se place à la crotte parmi les santons provinciaux (le « ravi »), il est aussi la risée et le souffleur-douleur de la plupart des gens et des gamins lui jettent des pierres.

Au autre niveau intellectuel et moral, rappelons que le droit canon (dite le concile de Trente) refusait d'admettre aux ordres majeurs — et que les Constitutions d'Anderson (1772) — base de la franc-maçonnerie régulière actuelle — refusaient d'admettre à l'initiation — les hommes atteints de quelque infirmité. Celle-ci était définie selon la règle de la lettre B ou l'on trouve le bégayé, le borgne, le bossu et le bancal. Ces gens d'aujourd'hui ne sont pas devenus plus intelligents et plus humains.

Le mot paraît, en tout cas, marqué par deux caractéristiques : la première, c'est qu'il fait des gens qu'il exclut ainsi résoudre les problèmes ; la seconde, qui lui est consécutive, est qu'il laisse se croquer un fossé entre nos concepts théoriques et nos comportements pratiques.

La loi du 30 juin 1975 prévoit l'intégration sociale ; c'est même son but principal. Mais cette intégration ne se fait pratiquement pas, et l'on rejette la seconde observation, à savoir que si tout le monde admet et proclame cette intégration, personne, dans la pratique, n'accepte volontiers d'avoir des handicapés (surtout mentaux) comme voisins dans son lotissement, son immeuble, voire son camping.

La presse se rapporte à quelques-uns des incidents dont les directions départementales des affaires sanitaires et sociales sont les premières à se débarrasser.

(*) Auteur de *L'Idiot social d'aujourd'hui*, E.S.F., 1980.

témoins et les arbitres. Comme le handicapé, l'ordonné, l'intégration des handicapés commence par les autres.

C'est qu'il faut, c'est-à-dire progresser nos mentalités et... appliquer une loi qui est en avance sur les meurs. Appliquer la loi, c'est d'abord évaluer ses abus : d'autant plus que celle-ci a été votée en 1975, donc encore en période de relative prospérité et que nous sommes entrés depuis dans une période de crise économique. Une société qui compte un million et demi de chômeurs ne pourra pas toujours se permettre de payer 500 francs par jour (ce sont les départements et les communes qui paient, et non l'Assurance-maladie) ; soit le SMIC toutes les semaines, pour un handicapé mental placé en Centre d'aide par le travail (CAT) et en foyer d'accueil.

Les bons sentiments

Cela d'autant plus que ce prix s'applique, pendant toute une vie, à un handicapé qui pourra souvent rester chez lui à la garde d'une tierce personne et s'occuper à la ferme, à l'atelier ou à l'usine la plus proche, au besoin à un poste de travail adapté. Les placements en CAT sont trop coûteux et si les handicaps, dit-on, s'aggravent dans ces structures, rappelons que le travail n'est pas pour eux une nécessité économique surtout lorsque les valeurs sont au chômage.

Il faut rechercher des formules alternatives aux placements trop onéreux et toujours ségrégatifs. C'est, du reste, ce que la loi prévoit, mais dans son application on observe qu'il est plus facile de réaliser des placements lourds et coûteux que des formules légères, matériellement et financièrement. Il y a une hypocrisie, donc, à vouloir des placements comme si rien d'autre n'était trop coûteux pour ces « pauvres gens » avec lesquels on entretient le secret tout en leur laissant faire de mauvais placements.

Cela tient sans doute au fait qu'on a laissé faire de ce problème un sujet polémologique alors qu'on devrait plutôt par savoir que ce fait pas de bons actions sociales qu'avait de bons sentiments, mais avec son travail et sa lucidité. Il est malaisé de pleurer sur les problèmes sociaux. C'est, de plus, très coûteux pour la collectivité. Rappelons que, depuis un an, nous payons plus de cotisations sociales que d'impôts à l'Etat.

Apprendre à les conduire, à les adapter comme voisins de leur travail, de transports, de travail, surtout les handicapés mentaux pour qui l'intégration est plus difficile. Mais il ne faut pas, chaque s'en débarrasser et se satisfaire.

Apprendre à s'interroger sur nos comportements hostiles à leur égard, sur le sentiment qui nous fait nous redresser quand on voit un bossu, à nous retourner sur le visage d'un handicapé mental disgracié, à pleurer sur quelqu'un pour nous rassurer nous-mêmes.

Apprendre à les aimer : ils font partie de la même vie que nous. Ils participent de la même aventure humaine et cosmique. Leur intégration nous fait découvrir qu'ils sont porteurs d'une richesse affective. D'une habileté, d'une prudence aux choses et au monde qui leur permet d'éviter en contact initiatique avec la nature et les êtres vivants. A défaut de savoir, ils ont peut-être la connaissance. Dans leur monde intermédiaire, on leur devine des rêves éblouissants qui nous doivent de nous pencher. Ils nous sont nécessaires.

Le Monde

Service des Abonnements
5, rue des Mathématiques
75005 PARIS - CEX 09
C.C.P. Paris 4207-23

ABONNEMENTS
3 mois 6 mois 12 mois

FRANCE-DOM-TOM
73 F 42 F 61 F 78 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS
PAR VUE NORMALE
483 F 562 F 1241 F 1 620 F

ÉTRANGER
(par mandat)
1 - BELGIQUE-LUXEMBOURG
PAYS-BAS
313 F 522 F 731 F 940 F

2 - SUISSE, TUNISIE
366 F 467 F 549 F 1 230 F

Par voie aérienne
Tarif sur demande.

Les abonnés qui paient par chèque postal (ou virement) versent leur paiement en chèques à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (dans les 15 jours) : nous adresser une demande par mandat ou par lettre recommandée.

Joindre la dernière bande d'envoi à tout changement.

Veuillez avoir l'obligeance de régler tous les sous-payements en espèces d'impression.

La révolte des victimes désignées

par JACQUES MADAULE

EN cette fin d'année, entre Noël et l'Épiphanie, la tour où l'Église catholique célèbre les Saints Innocents, il ne me paraît pas inopportun d'évoquer l'un des événements les plus considérables de l'année qui s'achève, cette révolte, dans plusieurs pays, des gens voués au massacre en cas de conflit atomique en Europe.

Pour une fois, les innocents ne se laissent point préparer au massacre sans rien dire. Ils protestent à l'avance. Jusqu'à présent, on avait toujours disposé d'eux comme on avait voulu. Il n'est donc pas vrai que rien n'est jamais nouveau sous le soleil. C'est l'un des innombrables effets de l'arme atomique, de son perfectionnement, de sa diversification. L'homme est vraiment d'une prodigieuse ingéniosité à parfaire ce qu'il a une fois découvert, surtout lorsqu'il s'agit d'armes de destruction massive. Cette ingéniosité en toute matière a quelque chose de proprement effrayant.

Donc, il existe désormais tout un éventail d'armes atomiques, notamment des armes à portée moyenne (jusqu'à 4 000 kilomètres), qui permettraient théoriquement de limiter le conflit à un seul continent, par exemple l'Europe. D'où les nombreuses déclarations du président Reagan sur la possibilité d'un conflit nucléaire limité à l'Europe, qui ont même fait fuir les puissances.

Quel qu'il en soit, une grande partie de l'opinion dans les pays concernés l'a cru et s'est révoltée. Pour la première fois, les victimes qui se sentaient désignées ne se sont pas résignées. Il est certain, dans les cas, qu'il y a eu un conflit atomique majeur entre les deux superpuissances actuelles, qu'elles qu'elles soient les modalités, aurait en Europe des effets particulièrement destructeurs. Or les Européens se considèrent volontiers comme innocents de ce péché, ils estiment donc qu'ils devraient être épargnés, car il n'est pas juste que les innocents paient pour les coupables.

Mais il est facile de le mot « innocent » ? Les innocents de l'Évangile, étaient des nourrissons auxquels on pouvait en bonne justice imputer aucun mal. Ceux qui ont manifesté la colère en plusieurs villes d'Europe ne sont pas des bédons, mais des adultes, et se considèrent comme innocents parce qu'ils n'ont et ne veulent avoir aucune responsabilité dans la catastrophe qu'ils redoutent et que les menaces incontrôlables de cette affaire ne les concerne pas. Que les Américains et les Russes se débarrassent comme ils veulent entre eux, mais qu'ils n'y mêlent pas l'Europe « innocente » !

Mieux valait qu'une des lois non écrites de l'histoire jusqu'à présent vire, en ces règlements de

comptes collectifs, les Innocents aient toujours payé pour les coupables (ou du moins pour les responsables). Pas seulement lors de ces attentats aveugles qui prennent pour victimes ou pour otages à peu près n'importe qui, soit des passants, soit des diplomates quelconques, mais dans les guerres les plus régulières. Ces masses de combattants qui s'entre-tuent ne sont en rien responsables de la politique de leurs gouvernements, et pourtant ce sont ces innocents, ces innocents qui s'en prennent, et qui ont révolté par la constance un uniforme qui les désigne aux coups et à la haine de l'ennemi, et réciproquement. Car, de chaque côté, pour rendre ces victimes conscientes, on a pris soin de les exposer les uns contre les autres. Cette haine, cette horreur de l'ennemi considérée comme la cause d'abord de la guerre elle-même et ensuite de tous les excès qu'elle entraîne, est un élément essentiel du moral des armées. Pour que ses hommes consentent à se battre, à mourir et à tuer, il faut que ses hommes aient une idée précise de l'ennemi, qu'ils le considèrent comme intrinsèquement mauvais.

Le commencement de la sagesse

Et c'est en cela que, barbouillés de braise, ils cessent eux-mêmes d'être innocents. Comment pourraient-ils être innocents des gens qui considèrent leurs ennemis comme des « saqueurs » ? Voilà contre quelles manipulations se sont soulevées en Europe des foules à l'automne de 1981. Elles ont violemment recraché les propagandes opposées, même si elles ont paru conforter plutôt l'une d'entre elles. Il y a là un phénomène dont l'importance ne saurait être exagérée. La lutte contre la guerre commence par la lutte contre les intoxications idéologiques. Après tout les innocents éduqués ne peuvent être massacrés que s'ils y consentent.

Ce mouvement aujourd'hui tend à être républicain, du moins en Europe, et le seul où ce qui est d'Europe est le plus fort. Mais la crainte est une réaction de peur. Mais la crainte est le commencement de la sagesse.

Annuaire c'est que si on craint on saluait venait à se généraliser, elle compliquerait singulièrement la tâche de tous les gouvernements, de quel que côté qu'ils se tiennent. Mais quel homme de cour pourrait refuser de se compliquer un peu l'existence si ce sacrifice devait lui donner de nous l'honneur suprême d'un conflit dont le force d'indépendance serait la seule victoire.

Pour 1982 et les années suivantes n'y a-t-il point à un peu d'espoir ?

Le « cinquième monde »

Par JEAN TOULAT (*)

TIERS-MONDE... Quatrième monde... Ne pourrions-nous pas parler aujourd'hui de « cinquième monde » pour les plus exclus des exclus : de quarante à cinquante millions d'être humains par an, selon les Nations unies, sont soufferts avant de naître ?

Les Vieilles pierres sont protégées comme chefs-d'œuvre en péril. Les édifices ont leur association de sauvegarde. Les chevaux à bout de course trouvent des mécènes pour leur offrir une maison de retraite et leur épargner l'abattoir.

Mais la vie humaine commencent ? Dans tel débat idéologique, l'avortement, celui du vie en jeu est totalement écarté ; la discussion ne porte que sur les modalités et les risques de l'opération. Une revue pour jeunes filles affiche sur la couverture : « Où pouvez-vous avorter ? » et annonce la réponse dans la rubrique « Les petites choses de la vie ». L.V.G. : ce sigle devenu courant empêche de penser que l'avortement met fin à une « prodigieuse aventure » dont parle Jean Rostand en préface du livre d'Edelman : les Premiers jours de la vie.

Propos masculins, dira-t-on. Et pourtant le docteur Marie-André Lagroux-Wall-Hallé, pionnière de la contraception, s'indigne : « Peu à peu, l'avortement se banalise... La femme l'adopte de plus en plus comme une mesure contraceptive ; pourquoi s'abstenir d'une pratique contraignante puisqu'il y a une « assurance-accident » ? (1) ». Et c'est cette assurance dont le remboursement par la Sécurité sociale, la tendance abortive ne serait-elle pas renforcée ?

En Angleterre, Anne O'Donnell, porte-parole du Life Labour Group, créé au sein du parti travailliste, affirmait, au cours d'une campagne pour la vie : « La principale sociale de la redistribution selon les besoins a inspiré notre action envers les personnes âgées, les malades, les handicapés, les chômeurs, les mal-péyés : comment l'abandonnerons-nous à l'égard de celui qui est dans le plus grand besoin, l'enfant non né (unborn child) ? »

Anna et ses amis le savent : l'attitude de progrès, c'est de promouvoir une réelle liberté de ne pas avorter. Des mesures d'ordre familial et social seraient à prendre pour favoriser l'accueil de la vie. Elles aideraient la femme à éviter cette épreuve qui est tout avortement et permettraient de mieux observer l'article 1^{er} de la loi d'interruption volontaire de la grossesse qui proclame, en écho à notre Constitution : « La loi garantit le respect de tout être humain dès le commencement de la vie. »

(*) Auteur de *Le Droit de naître*.

(1) Rencontre, numéro 32.

Édité par la S.A.R.L. Le Monde

Jacques Favet, directeur de la publication.

Chantal Laffont.

Impression de la « Monde »

2, rue de la Harpe - 75001 PARIS-2^e

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.

Commission paritaire des journaux

publications : n° 57 437

SAITÉ : faut-il, là aussi, nationaliser ?

Bientôt le Ministère de la Santé présentera un projet de loi qui va bouleverser le système de santé auquel les Français sont attachés.

Ce projet, nous en connaissons la logique. C'est celle de l'étatisation, c'est le carcan de la bureaucratie, c'est la limitation du choix de son praticien par le malade. C'est la création de Centres de Santé Intégrés, fonctionnaires et politisés.

A terme, c'est la disparition du système de santé à la Française, fondé sur la liberté et la responsabilité des professionnels et sur la liberté de choix des malades.

Devant ces menaces, Solidarité Médicale s'est créée. En un mois, 50 Syndicats ou Associations nous ont rejoint.

Le 8 JANVIER, nous démontrerons notre unité, notre force et notre détermination.

Si l'avenir de la Santé des Français vous concerne, vous devez nous rejoindre le 8 JANVIER.

CONVENTION NATIONALE SOLIDARITÉ MÉDICALE

VENDREDI 8 JANVIER DE 14 A 18 HEURES

Grand Auditorium PALAIS DES CONGRÈS

Porte Maillot à Paris.

Renseignements. Inscriptions. 294.13.28. 25, rue de Madrid 75008 PARIS.

مركز المنعزل

COOPÉRATION

Une dimension internationale pour le Plan

(Suite de la première page.)

Déjà, nombre de mesures très fortes ont été réalisées ou entreprises : une relance, mesurée mais sensible, de la croissance pour créer de nouvelles richesses et de nouveaux emplois ; une modification de la fiscalité pour réduire l'éventail des revenus ; une loi de décentralisation afin que les décisions soient prises le plus près possible des citoyens. Les nationalisations prévues pour permettre de soumettre les décisions des groupes dominants de notre économie à l'unité de la collectivité dans son ensemble. La réduction de la durée du travail permettrait d'arriver à une meilleure répartition des activités. Demain, de nouveaux droits pour les travailleurs trouveront à leur tour force de loi.

Inquiétude et pesantur

D'abord, en cette fin 1981, plus le risque considérable d'une nouvelle contraction de la demande mondiale exprimée en termes marchands, alors même que, tout au long des années écoulées, le nombre d'hommes et de femmes du tiers-monde pour lesquels le premier problème est de survivre a cessé de croître, alors même que les pays de l'O.C.D.E. connaissent, maintenant, plus de 25 millions de chômeurs !

D'un autre côté, il est impossible d'ignorer que, dans le même temps, l'équipement est devenu pour la France de plus en plus pesant, au fur et à mesure que le libéralisme gardien ouvrait sans retenue nos frontières aux échanges mondiaux et que se renforçait la concentration internationale des entreprises. Aujourd'hui, notre économie extérieure représente près du quart de notre produit intérieur brut. Notre dépendance extérieure est devenue considérable pour nombre de biens d'équipement vitaux (des machines-outils à l'électronique) et même pour une partie essentielle des biens de consommation courante. Les produits énergétiques représentent plus du quart de nos importations. Plus de 20 % de notre produc-

tion industrielle est contrôlée par de grandes firmes multinationales dirigées de l'étranger, tandis que nos principales entreprises elles-mêmes ont multiplié leurs ramifications extérieures : faut-il rappeler à cet égard que, sur les neuf groupes industriels dont la nationalisation était prévue dans le programme commun de 1972, trois sont aujourd'hui sous le contrôle financier ou technologique extérieur, tandis que cinq des six autres font à l'étranger plus de 45 % de leur chiffre d'affaires et bien plus de 50 % de leurs bénéfices ?

Les réponses classiques

Dans un tel contexte, les affrontements des doctrines économiques traditionnelles perdent beaucoup de leur pertinence.

L'approche libérale, tout d'abord, semble de fait nous ne nous en sommes pas rendus compte, fondée en théorie sur le jeu concurrentiel des forces du marché, elle se heurte à la réalité de quelques grandes entreprises établissant leur pouvoir à travers les rapports de force et les pressions. Ainsi, d'une part, la liberté des échanges, loin de permettre le développement des avantages de chacun, a accru les inégalités entre pays et à l'intérieur des pays, favorisant les plus puissants et ignorant jusqu'à certains des besoins les plus élémentaires de nourriture et de santé, dès lors que ceux-ci étaient non solvables. D'autre part, le libéralisme, par son incapacité à prescrire en compte les phénomènes de long terme, n'a su éviter ni les surajustements du type pétrolier ni la phase de récession et de chômage que nous connaissons actuellement.

De son côté, les limites de l'approche keynésienne conduites dans un cadre national apparaissent aujourd'hui aussi clairement. Une forte reprise de la croissance et une réduction sensible du chômage par l'effet de la seule relance de la consommation intérieure privée conduisent la France à un déficit structurel insupportable et à des risques de dévaluation dont la responsabilité serait cette fois, clairement, celle de ceux qui auraient décidé d'une telle politique. Par ailleurs, un développement trop important du rôle et des dépenses de l'Etat peut même pour une partie essentielle de la consommation courante, engendrer de plus en plus l'évolution des sociétés démocratiques nordiques nous en a instruit ces dernières années - des phénomènes de bureaucratie

tion qui finissent par être rejetés en bloc par les citoyens. La fragilité de l'appareil industriel et de la structure de notre pays, légués par le pouvoir gauchiste, rendent aujourd'hui non pertinentes des recettes qui avaient pourtant, en leur temps, été considérées à juste titre comme de considérables progrès.

Une dernière politique - traditionnelle - ne peut être passée sous silence, qui a été pour partie l'objet du champ économique mais a malheureusement fait ses preuves il n'y a pas si longtemps encore : c'est l'économie de guerre et la course au surarmement. Dont l'observation du monde d'aujourd'hui ne permet malheureusement pas d'écarter le spectre. Alors que l'U.R.S.S. poursuit depuis des années, malgré ses difficultés intérieures, un formidable effort en ce sens, alors que les U.S.A., sous la houlette du président Reagan, semblent à leur tour se réapproprier leur supériorité militaire incontestée d'antan, il y a là en effet une évolution que des socialistes ne peuvent que suivre avec la plus extrême inquiétude.

Parce que donc les réponses classiques se révèlent inadéquates ou inacceptables, faudrait-il alors se résigner au bout du compte au discours sur la fatalité de la crise qui est si facilement répété par ceux qui ne sont ni les moins les victimes ? Les socialistes ne le pensent pas qui, avec l'élaboration d'un plan intérioritaire puis d'un plan quinquennal, considèrent qu'ils proposent un remède déterminant à la situation de notre pays. Encore doit-il être clair que ces plans, d'aujourd'hui et de demain, devront, entre autres, différer des diverses expériences antérieures par une caractéristique essentielle, dont la nécessité découle de l'analyse qui vient d'être développée : celle d'une importante dimension internationale. Et cette dimension à son tour implique une autre conséquence forte : une prise en compte de l'environnement extérieur échappe bien évidemment par partie à notre commande, il nous faut raisonner en termes non de programmation classique mais de stratégie.

Dimension internationale

Parler de la dimension internationale du Plan suppose pour commencer d'aborder frontalement un sujet trop souvent tabou : celui des restrictions et des contraintes qu'il peut se révéler nécessaire d'apporter à notre commerce extérieur. Dans quelles conditions ? Un unique critère se peut servir de guide : il s'est pas imaginable pour des socialistes que, à cause du laissez-faire du gouvernement précédent, nous acceptions le dépeçage de l'emploi d'activités industrielles ou de régions entières. Dans de telles situations, bédas trop fréquentes, les clauses de sauvegarde des différents traités internationaux dont nous sommes signataires doivent être strictement appliquées et les négociations extérieures engagées.

Palliatifs de court terme, diront certains. C'est vrai, si l'on se contente de l'urgence, si l'on se contente de l'abaissement des négociations permet de fixer pour les quelques années nécessaires des évolutions acceptables pour certains taux de production. Est-ce un rêve ? Il existe déjà, au niveau des Communautés européennes, un accord multilatéral qui, quels que soient par ailleurs ses défauts, commence à appliquer de telles procédures aux domaines du textile et de l'habillement. Et il est bien évident que, dans le plus grand nombre de cas, c'est au niveau de la C.E.E. que de tels accords doivent être recherchés lorsque nécessaire.

Est-ce à l'avenir à l'écarter brutalement d'autres partenaires, et en particulier ces pays du tiers-monde dont les socialistes disent vouloir prendre en compte les intérêts ? La réponse est négative, puisque, d'une part, ce sont des importations supplémentaires qu'il s'agit seulement de réguler et que nul pays aujourd'hui - à la pratique le moins bien - ne peut plus accepter le jeu d'un réel libéralisme sauvage ; d'autre part, la diffé-

renciation entre pays permet de réserver sans difficulté des régimes différenciés intéressants aux Etats réellement déshérités de notre planète. Ce qui est tout à fait vrai, pour contre, est la signature de tels accords n'a son plein sens qu'en prévision de la mise en œuvre du Plan lui-même, et qu'elle ne saurait à elle seule assurer de façon durable l'emploi.

Pour réduire substantiellement la durée du travail - faute de quoi il n'y aura pas restauration du plein emploi - pour réduire effectivement les inégalités et qui suppose une autre distribution, - des revenus et des consommations, - un objectif central du Plan doit être alors la limitation des dépendances extérieures. Celle-ci suppose une politique industrielle dans les activités en difficulté, utilisant les délais préalablement obtenus pour assurer la mise en place de nouvelles capacités de production compétitives. Une politique de recherche et de développement doit permettre, par ailleurs, de développer les capacités du secteur nationalisé, de créer dans les créneaux d'avenir les emplois nécessaires, y compris par certains reconversions malgré tout indispensables. Enfin, une politique énergétique vigoureuse, dans le domaine des énergies nouvelles (le premier gisement français, selon beaucoup) et des énergies nouvelles, doit permettre de soulager notre balance des paiements, tout en limitant l'appoint indésirable du nucléaire à ce qu'il peut encore demeurer : une énergie de transition.

Cependant, reconquête du marché intérieur et limitation des dépendances extérieures ne font qu'accroître notre marge de manœuvre sans remettre réellement en question l'environnement international. Un autre objectif du Plan doit donc être sans doute la mise en œuvre d'une audacieuse politique Nord-Sud.

Le développement du Sud est, pour les socialistes - s'y reviennent pas longtemps - une nécessité double (la lutte pour les droits élémentaires de l'homme, et d'abord celui de ne pas mourir de faim) et une nécessité politique (une nation durable de la paix ne saurait être véritablement tant que coexistent misère et course aux armements). Au risque de choquer certains, nous paraît cependant nécessaire d'indiquer aussi qu'il y a en plus aujourd'hui de notre intérêt, pour éviter les risques d'une récession mondiale catastrophique pour nous, pour développer l'emploi chez nous (le solde de notre commerce extérieur avec les pays en développement ne périclète pas : il excède de plus de 10 milliards de francs en 1980), une déviation du niveau de vie du Sud est indispensable. Et, après tout, l'idée de la recherche de réels intérêts mutuels n'est-elle pas au bout du compte un fondement à la fois plus sûr et plus

sain pour une relance effective du dialogue Nord-Sud ? Trois directions semblent envisageables pour la mise en œuvre par la France d'une politique Nord-Sud. Au niveau des grandes instances internationales d'abord, il s'agit de soutenir la mise en route rapide de négociations globales, de il soit accepté que figurent sur la table l'ensemble des revendications des pays en voie de développement : souveraineté sur les ressources naturelles, réforme des institutions monétaires mondiales, ratification des accords sur les produits de base, dévaluation de l'aide publique, etc., et aussi l'ensemble des soucis des pays industriels : emploi et sécurité des approvisionnements en matières premières en particulier.

Un tel choix peut conduire aujourd'hui, il nous faut le savoir, à des affrontements qui pourraient être rudes avec les Etats-Unis de Reagan : notre conviction est que nous défendons au mieux ce faisant les intérêts à long terme de tous les peuples, peuple américain compris. En outre, le niveau européen doit être le niveau privilégié de la réalisation de certains objectifs que nous nous sommes fixés : nous aurons par là même à atteindre.

Développement de la coopération avec l'Afrique, mise en œuvre d'une politique d'aide alimentaire efficace, contrôle des firmes multinationales et défense de porteurs mineurs en matière de droits du travail, sont autant de dossiers où la Communauté européenne peut, et doit, utilement affirmer son identité. Enfin, au niveau de notre propre pays, la recherche de relations privilégiées avec certains Etats soucieux

de s'engager dans les voies originales de développements plus endogènes, soucieux de pratiquer une réelle politique de non-alignement, peut donner lieu à des accords de coopération novateurs, contrairement à ceux de l'approvisionnement et d'échanges réciproques échappant aux seules forces du marché mondial. Nul doute que les traditions et les cultures communes orientent plus particulièrement vers l'Afrique la recherche de tels accords. Mais les autres pays qui, en Amérique latine ou en Asie, seraient désireux de tenter de développer des relations originales de ce type seraient naturellement bienvenues.

Une dimension internationale pour le Plan, c'est finalement tout simplement le constat qu'il n'y a pas de sortie de crise possible pour nous à travers un repli (réticent et durable) sur l'Hexagone et sans la claire manifestation d'une politique planifiée et affirmée.

Il en plus que temps que la France se retrouve, après de trop longues années de doute, voire d'éclipse, fidèle à son image de pays des droits de l'homme et de tous les hommes, de pays des libertés, de pays de lutte contre l'exploitation et toutes les formes de la guerre.

Dans la reprise d'une telle démarche nous retrouvons notre âme, en sachant que du mieux-vivre nous sera donné par succès. La grandiosité d'une stratégie résolument internationaliste est aujourd'hui, pour les autres et pour nous-mêmes, la seule possibilité d'échapper aux tensions sociales et à la guerre.

JEAN-PIERRE COT.

APPEL DES PONDICHÉRIENS

Les Français des anciennes Colonies d'Inde furent parmi les premiers à défendre, parfois au prix de leur vie, la France pendant les guerres. Ils répondirent, notamment, à l'appel du général de Gaulle en juin 1940.

Il est donc inhumain qu'une vie commune de trois siècles soit bécotée par une loi telle que celle de 1978 sur les immigrés. Les Français des Pondichéris ont donc décidé de faire valoir leurs droits et de demander la reconnaissance de cette loi. L'ensemble fait des Pondichéris une communauté d'une préférence à l'autre en fonction de la bonne ou de la mauvaise volonté des responsables politiques.

A Paris, grâce à quelques hauts fonctionnaires, les docteurs des Pondichéris ont été entendus. Les responsables politiques de Pondichéris ont été entendus. Les responsables politiques de Pondichéris ont été entendus.

Au niveau ministériel, les demandes de cartes de travail et de réintégration dans la nationalité française ont été satisfaites. Les services du ministère des Relations extérieures et du M. A. ont accueilli avec sympathie les demandes de réintégration dans la nationalité française. Les services du ministère de l'Intérieur ont accueilli avec sympathie les demandes de réintégration dans la nationalité française.

Nous sommes, notamment, choqués de constater que certains fonctionnaires français peuvent légitimement prétendre, à titre d'indemnité de départ, un personnel civil ou militaire ayant droit à une retraite.

Aujourd'hui, nous faisons appel au nouveau président de la République française, qui a manifesté à plusieurs reprises sa volonté de justice. Les services du ministère des Relations extérieures et du M. A. ont accueilli avec sympathie les demandes de réintégration dans la nationalité française. Les services du ministère de l'Intérieur ont accueilli avec sympathie les demandes de réintégration dans la nationalité française.

Il n'est pas possible que ceux-ci soient dans l'incertitude quant à la suite qui sera réservée à leur demande personnelle : la reconnaissance d'un statut personnel pour les anciens Français de l'Inde.

Au nom de trois siècles d'unité avec la France, les Pondichéris demandent un peu plus d'attention sur leur sort.

Pour les Pondichéris

M. THOMAS VILLERFRANCHE,

Président de l'Association Tamil Nadou

15, rue Fontaine 75010-PARIS - Tél. : 206-14-91

Chaque semaine faites valider vos bulletins chez tous les dépositaires portant l'enseigne

LOTO

c'est facile c'est pas cher ça peut rapporter gros

LO 781

le journal mensuel de documentation politique

après-demain

(non vendu dans les kiosques)

offre un doublet complet sur :

LA LAÏCITÉ

Envoyer 30 francs (libres à 1 F ou chèques) à APRES-DEMAIN, 27, rue Jean-Dolant, 75014 Paris, et solliciter le doublet demandé ou 50 F pour abonnement annuel (100 % d'économie) et 7 F de frais de port.

La grande force d'Antigrippine Midy à la vitamine C, nouvelle formule, est de combattre à la fois la fièvre et la douleur.

Antigrippine nouvelle formule reste Antigrippine.

Attention, ce médicament contient de l'aspirine. Pas d'utilisation prolongée sans avis médical.

Chez votre pharmacien.



LABORATOIRES CIBA-MIDY 20, RUE DES POISSÉS ST-JACQUES 75014 PARIS CEDEX 05 - VISA CP 198 N 283

à se matérialiser

spécialement qu'il a amené dans la gestion des affaires courantes un certain dirigisme — a fait naître sur les rangs de la gauche des fédérations sur la volonte réelle de l'Etat et des choix de la centralisation. Inquiétudes confirmées par les crédits de la culture du gouvernement: le représentant votait 0,75 % des dépenses en 1982 et 1983, mais le budget global du temps libre l'Etat comprendra 1,25 % du budget de l'Etat. L'Etat au ministère de l'Education physique rattachée grossira que de 24 % pour atteindre 0,62 % du budget de l'Etat.

Ainsi, les trois mois après l'arrivée de la gauche au pouvoir, la situation des sports français restait précaire et les réformes s'étiraient longtemps à se matérialiser. C'est d'autant plus regrettable qu'il

qu'une évolution déterminante pour le mouvement sportif français et international d'étudiants, produits à Baden-Baden : réunis en congrès, les comités de l'Olympisme, sous l'impulsion de M. Storch, président du C.I.O. (Comité international olympique), ont décidé de pommer la notion « coubertnienne » d'amateurisme pour laisser libres les fédérations internationales de définir les critères de sélection propres aux Jeux olympiques. Ainsi, un an après que l'Olympisme ait failli trépasser à Moscou, le C.I.O. a réussi une greffe de modernité considérable pour l'évolution du sport dans le monde.

(1) Discours du 12 septembre à Lille pour l'inauguration des championnats du monde d'athlétisme.

McEnroe : l'avènement de l'année

L'arène de John McEnroe sera pour beaucoup de sportifs l'événement de 1981. Depuis ce jour de novembre 1973 où, à Stockholm, pour sa première rencontre avec Björn Borg celui-ci dut s'incliner pour la première fois face à un joueur plus jeune que lui, le gaucher américain, de trois ans le cadet du Suédois, passait pour son successeur probable.

Il faudra attendre l'été 1980 pour trouver les deux hommes face à face dans une finale du tournoi du grand chelem, à Wimbledon. Ce choc des titans durera cinq sets, mais permettra à Borg de porter son record à cinq victoires consécutives dans ce temple du tennis. McEnroe

prendra sa revanche tous les jours en cinq sets, deux mois plus tard à Flushing Meadows, mais devra encore laisser le titre mondial à Borg, vainqueur pour la cinquième fois à Roland-Garros et pour la deuxième fois au Masters.

Ce n'était que partie remise. En 1981, Björn Borg ne restera plus que le roi de la terre battue avec son troisième succès à Roland-Garros. C'est encore John McEnroe qui mettra un terme à l'extraordinaire série du Suédois à Wimbledon avant de le consoler son succès à Flushing Meadows. Après sept années de suprématie, Björn Borg, aujourd'hui semble-t-il, saturé de tennis, a dû passer le pouvoir à John McEnroe.

Dans la lignée des grands champions américains de l'après-guerre, John McEnroe, incontestable numéro un mondial 1981, fait figure de phénomène. Aucun rapport avec Jack Kramer ou Ted Schroeder, « Pancho » ou Gonzales ou Tony Trabert, Stan Smith ou Arthur Ashe. Ce serait plutôt à Budge Patty, volleyeur-né, qu'il ressemblerait, encore que ses antécédents de gaucher l'apparentent à Rod Laver, la merveille australienne.

[illegible]

Champion du Wimbledon et de Flushing Meadow, McEnroe eura fin la saison par son triomphe éboulé sur la toute récente finale de la Coupe Davis contre l'Argentin à Cincinnati. Passé professionnel à l'âge de vingt ans — en 1973 — il fut aussitôt redoutable pour les meilleurs, singulièrement pour Borg.

TELEPHONE

**POUR
VOUS INFORMER
SUR LES TARIFS**

POUR TRANSFÉRER UNE LIGNE

**POUR MIEUX
VOUS EQUIPER**

**Appelez gratuitement
le 14 de chez vous,
d'une cabine publique
ou d'un bureau de poste
proches de votre domicile.**

Dans les autres cas,
faites le numéro de téléphone de l'Agence Commerciale
des Télécommunications dont vous dépendez.
Toujours gratuitement.
Ou bien vous pouvez nous rencontrer
aux adresses suivantes.

***Voir liste ci-dessous**

ÉDUCATION

UN COLLOQUE A TOULOUSE

La formation continue reproduit les limites de l'enseignement initial

Toulouse a peut-être disposé de méthodes de présence de l'enseignant dans la formation de chercheurs et de la formation d'assistants pour la formation de cette question de Mme Marie-Claire, directrice générale du service des affaires sociales au conseil général du Plan, qui a tenu à répondre à la question de la réinsertion sociale à l'université. L'action sociale a été mise en œuvre depuis 1976 par la Direction générale de la recherche scientifique et technique (D.G.R.S.T.) a déjà permis à de nombreux chercheurs de (1) de faire apparaître les mécanismes qui lient la formation des chercheurs à la formation de l'enseignant dans l'ensemble du marché du travail, dans diverses études présentées lors de la conférence colloque de Toulouse, notamment dans le domaine de la formation de relations « formation-emploi ».

Il est important, même s'il ne s'agit pas d'une question de formation de chercheurs, dans une situation caractérisée par une déqualification en masse, marquée par diverses équipes universitaires (fournissant des données et des analyses) sur le comportement des enseignants.

De notre envoyé spécial

chances de trouver un emploi qui corresponde en partie aux souhaits, c'est aussi parce que ces derniers ont dû, à traverser les années, se faire une idée plus précise de leur place par rapport au système scolaire depuis la fin de l'école primaire jusqu'à l'obtention du BREVET (Institut de l'éducation), à l'entrée à l'université, à l'obtention d'une classe de troisième, que, pour avoir analysé des résultats scolaires, ils ont pu constater les poids de la famille (souvent les parents) prépondérant. En fait, la révélation, au moment des résultats inférieurs, que les enfants dans des spécialités qu'ils n'ont pas choisies, l'orientation professionnelle, les orientations successives et les orientations ont comme conséquence la détermination de la structure scolaire et de type axes différenciant les populations différenciant les spécialités.

Qualification collective

Ces sélections vont permettre l'orientation des jeunes vers des formations professionnelles courantes, des formations d'enseignement professionnel (I.R.P.), qu'il s'agisse de formations choisies. Ce sont ces mêmes jeunes que l'on retrouve dans ceux qui, un peu plus tard, vont bénéficier d'un C.A.P. ou d'un baccalauréat d'un I.R.P., à la recherche d'un emploi. Selon M. Bernard Bourdieu qui, à l'occasion de la formation de ce séminaire de la région de Lorraine, a été chargé de présenter le I.E.P. dans la région Midi-Pyrénées, « les formations de ce type ont pour objectif de fournir à l'apprenti productif des qualifications mises en œuvre dans les entreprises complètes. Les jeunes qui ne sont donc voués que pour acquiescer les débuts de leur vie professionnelle ne sont pas, pour le moment, très nombreux. Ils sont, en effet, très souvent par la suite, les bénéficiaires de formations de type universitaire, de formations de type supérieur de la hiérarchie sociale et à percevoir les revenus les plus élevés. La formation continue permet à ces jeunes adultes d'acquiescer à une qualification professionnelle.

liation supérieure ? M. André
Gervais, de Grenoble, ne le
croit pas. Il a vu trop de con-
traintes, de des discours, con-
sultant, que « la formation
professionnelle est particulièrement
complémentaire du rôle de la
formation initiale ». D'après les
études qu'il a faites, la forma-
tion continue n'est pas une
quelle ne corrige, les limites de
celle-ci. Pourquoi que le jeune a
des lacunes, il ne peut pas être
insuffisamment formés et peu ou
pas adaptés aux évolutions des
techniques. Les formations impor-
tantes dans l'entreprise. Une
partie de la formation continue
de ces collèges, les plus pertinentes
de François Tronssier, maître de
Grenoble, a mis le mérite de
la formation continue des responsa-
bles des salaires.

Rodriguez : Les dysfonctionne-
ments sont nombreux de la
réalisation par rapport de la
vision — qui se produisent iné-
vitablement dans les travaux et
expliqués que les salaires, il se
trouvent souvent plus adaptés à
la situation que les personnes de
maîtrise. C'est l'absence de
permettre de traiter les dys-

M. Troussier en déduit que « la qualification devrait être basée sur la capacité à traiter les dysfonctionnements ». Il préconise que la formation permette d'accéder le plus aisément possible aux procédés d'accomplissement, d'analyse et de critique des spécialisations, et qu'elle ne soit pas trop précoce. Il insiste sur la nécessité de « qualifications flexibles ».

M. Alain Savary, ministre de l'éducation nationale, qui présidait la dernière séance de travail de la commission, a résumé les conclusions des réflexions des experts et a encouragé à poursuivre les travaux, qui peuvent permettre de mieux organiser les formations et la politique de l'enseignement.

SERGE BOLLOCH.

(1) Ce sont les équipes du Centre d'études juridiques et économiques de l'empire (Toulouses), du Groupe de recherche en économie de l'éducation (Nancy), de l'Institut de recherche sur l'économie de l'éducation (Dijon) et de l'Institut de recherche économique et de planification (Grenoble).

[illegible]

SEINE ET MARNE
 ■ 77120 COULMANGIS, 27/29 rue René Arbellet
 ■ 77308 FONTAINEBLEAU, 25 bis rue de la Perle, (0) 072.24.5
 ■ 77100 MEAUX, Boulevard Clément Ader, (0) 434.90.00
 ■ 77011 MILLU, 52 Route de Villeroy, (0) 498.37.00
 ■ 77140 NEMOURS, Quai des Tanneurs
 ■ 77180 PROVINS, 3/5 rue des Cordeliers
 ■ 77200 THYRAUD

YVELINES

77390 BOIS D'ARCY 4 square Newton, (3) 043.81.43
77150 LE CHEVIGNY 12 rue du Dr Audouin, (3) 854.8030
77130 LES MUREAUX 1 avenue Félix Faure
77201 MANTES LA JOLIE
222 bd de Maréchal Juin, (3) 094.52.00
77300 POSSY 48 boulevard Victor Hugo
77120 SAMBOURMET 1 rue Madame de Maintenon
77101 ST GERMAIN EN LAYE, 10 rue d'Henriot
77500 SARTROUVILLE, 11 rue de Bas de la Falaise, (3) 813.44.4
77000 VERSAILLES, 2 impasse des Gaudissiers

ESSONNE

- 91280 ARPAJON, Boulevard Jean Jaurès
- 91100 CORBEIL, 14/18 boulevard A. Croizat
- 91180 ETAMPES, 35 rue Louis Mouton
- 91011 EVRY Courcouronnes, Rue du Facteur Cheval et Les galeries courcouronnes
- 91011 EVRY Courcouronnes
- 91035 J. Rostaing - Les Passagers - (01) 077.91.91
- 91206 MAREY COCHET, 147 rue de Paris, 91011 S.P.
- 91400 ORSAY, 80 rue du Parc
- 91170 VITRY CHATILLON, 35 avenue J. de Gaulle 911 000 04 04

HAUTS DE SEINE
 92180 ANTONY 32 rue Auguste Morin
 92890 ASNIERES, 2 bis rue R. Brancaccio, (7) 791.14.14
 92100 BOULOGNE, 20 rue d'Ang. Parc des Glaciers (7) 805.14.14
 92100 BOULOGNE, 103 boulevard Jean Jaurès, Forum 108

[illegible]

VAL DE MARNE
 ■ 94118 ARCUEIL, 63/65 rue E. Raspail
 ■ 94470 BOISSEY-SAINT-PIERRE, Lieu dit La Haie Griselle
 ■ 94220 CHARENTON, 111 rue de Paris
 ■ 94500 CHOISY LE ROI, Centre Commercial Choisy Sud
 Galerie Rouquet de Liste

N°14200 CRETET, 20 rue Juliette Simon, (1) 377.14.14
 N°14201 CRETET, 10 rue de la Chapelle, (1) 377.14.14
 N°14212 FONTENAY-SOUS-BOIS
 17 avenue Rubens, (1) 876.11.00
 N°14214 RIVY-BEL-GRÈNE CEDRO
 17 place Marcel Cerdano, (1) 670.11.60
 N°14216 JOINVILLE LE POINT, 1 rue
 de la Chapelle, (1) 670.11.60
 N°14218 LA VARENNE, 115 avenue de Brie
 N°14219 NOGENT, 186 bis, Grand Rue Charles de Gaulle
 N°14220 SAINT-MANR, 60 boulevard Rubens, (1) 865.34.84
 N°14222 VILLENEUVE, 22 rue de la Chapelle
 N°14223 VILLENEUVE-SAINTE-GENEVIEVE, 22 rue de la Chapelle, (1) 388.99.90

■ 94200 VINCENNES, 144 avenue de Paris
■ 94400 YVYTHY-SUR-SEINE, 1 bis, avenue de 8 mai 1945

VAL D'OISE

■ 95100 ARGENTEUIL, Galerie Marchande,
Rue Paul Vallbert Courtour
■ 95002 CERGY PONTOISE Cocker,
Immeuble Ordinal, (3) 030.44.64

- 95005 CERGY PONTOISE Cedex
- Centre Commercial 3 Fontaines niveau 1
- 95130 FRANCONVILLE, Rue Marcel Clerc, (3) 413.54.88
- 95140 GARGES LES GONNESES, Rue Victor Belard
- 95205 SARCÉLLES Cedex
- Rue Fernand Légar, BP 67, (3) 410.54.44
- 95220 BORSY SOUS MONTMORENCY, 21 rue du Gal de Gaulle

PTT
Télécommunications



Le syndrome toxique a provoqué deux cent trente et un décès

médicales et Prescrire, que nous avons cités, s'ajoutent, en effet, les Dossiers du Centre national d'information sur le médicament hospitalier. Elaborés par des pharmaciens hospitaliers, ces Dossiers sont diffusés à trois mille exemplaires (7, rue du Fémoulin, 75005 Paris. Téléphone 570-11-00).

survenu à l'âge de cinquante ans après une longue et cruelle maladie, le 25 décembre 1981.

Les obsèques auront lieu le 29 décembre au cimetière de Bagneux.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cet avis tient lieu de faire-pain
12, rue Adolphe-Evon,
75115 Paris.
Des prières seront dites à la syn-
gogue (rue Copernic), à 17 h. 30.
L'issue des obstacles.

Nancy. Mgr Jean Bernard, président de l'association. Mme Arthur Friedman, née Camille Grone, décédée le 2 mars 1980 à l'âge de quatre-vingt-dix ans, était, sa vie durant, restée attachée à son village natal.

Noël, Paques...
tennis action
équipe par **DUNLOP**
246.16.55

2, RUE DU DR-HEULIN - 75017 PARIS
Tél. : 228-67

100

Le Monde

ECONOMIE

Une situation de plus en plus dramatique

Le retournement de la conjoncture

UNE ANNÉE DE FAIBLE CROISSANCE

L'année économique aura été faible en 1981, comme elle l'avait été en 1980, dans l'ensemble des pays de l'O.C.D.E. : + 1,2 % l'an, quel que soit le pays. La production industrielle (+ 0,7 % en 1981) est à la base de ce médiocre résultat qui s'explique surtout par les conséquences du choc pétrolier, par la hausse du dollar et par le niveau élevé des taux d'intérêt. Le prélevement pétrolier atteignant en moyenne pour les pays industrialisés au début de l'année 1981 4 % de leur P.N.B.

C'est dans ce contexte peu favorable que l'économie américaine est entrée en récession au dernier trimestre 1981. Le produit national brut américain a commencé à décroître à partir du mois d'avril. En novembre, la production industrielle qui avait sans cesse baissé depuis août, a de nouveau baissé de 2,1 %. Le fait nouveau par rapport à la brutale récession du printemps 1980 qui n'avait concerné que

quelques secteurs (automobile et construction surtout) est que la baisse d'activité a touché presque toute l'industrie, à l'exception des branches travaillant pour la défense.

Le Japon n'a pas non plus enregistré une performance très brillante sur le plan de la croissance : + 3,5 % après + 4,3 % en 1980 mais, + 5,4 % en moyenne entre 1980 et 1981. Ce freinage de la croissance s'explique surtout par la faible progression de la consommation des ménages (prix et salaires ayant augmenté au même rythme) mais aussi — et cela est une surprise — par la baisse des investissements publics et moyens industriels.

Les succès de l'économie japonaise en 1981 sont à chercher ailleurs : dans le rétablissement des grands équilibres. L'inflation a nettement reculé (voir par ailleurs), le déficit budgétaire a été réduit, les comptes courants extérieurs ont été rééquilibrés. Le chômage n'a autre augmenté.

C'est un peu le même chemin

qu'a suivi l'économie de la République fédérale d'Allemagne, dont le F.P.B. aura fini de 1 % en 1981 à cause de la faiblesse de la demande des ménages (- 1,7 % par rapport à 1980) et de la baisse des investissements (- 4,5 %). D'où la reprise accrue au début de l'année et fait fait par la suite. Mais, comme le Japon, la R.F.A. a vu, en 1981, le réajustement de ses comptes courants, même si le résultat n'en sera visible qu'en 1982.

En France la production industrielle a redressé à partir de 1980, tandis que l'Italie a continué de connaître une stagnation totale et la Grande-Bretagne un recul de 2 % de son F.P.B. Au total, l'activité économique dans la C.E.S. après avoir baissé au premier semestre 1981 de 0,2 % par rapport au deuxième semestre 1980, a retrouvé la voie d'une légère croissance au deuxième semestre 1981 (+ 1,1 %).

L'activité économique n'a pas été plus satisfaisante dans le plupart des autres grands pays.

En U.R.S.S., le revenu national brut a augmenté de 3,4 % au lieu des 3,4 % escomptés, objectif qui était lui-même inférieur aux résultats de 1980. La baisse du taux de croissance économique s'explique et rend problématique la réalisation de l'objectif retenu pour l'ensemble de la période 1981-1985 : + 18 %. La production industrielle est en augmentation de 3,4 % au lieu

de 4,1 % fixés par le plan annuel. La productivité n'a progressé que de 2,5 % au lieu de 3,6 % escomptés. La situation de l'agriculture est particulièrement grave.

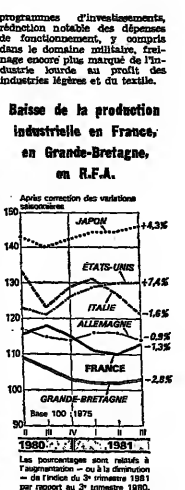
LES PAYS DE L'EST n'ont pas non plus remporté de grands succès, sauf la R.D.A. de retour au national à l'augmentation de 5 %. En Hongrie, la production industrielle n'a progressé que de 2,3 % au cours des dix premiers mois de 1981 malgré le renouveau du secteur privé et à cause de la cherté de l'énergie. Le chape polonais (la production industrielle aura baissé d'un mois 15 % en 1981) ne doit pas faire oublier la grave crise économique que connaît la Pologne industrielle (budget, commerce extérieur) rompue à la suite de l'embellissement des années 1978 et 1979 et de tentatives d'ouvrir le processus inflationniste qui en avait résulté. L'effet de la politique de réajustement industriel dans ce but en 1979 tardant à se faire sentir, les responsables économiques ont décidé, au mois de février 1981, d'accentuer encore cette orientation. Une série de mesures d'austérité ont été prises : coupe drastique des

services de la dette publique et de l'industrie énergétique reste très lourde.

LE MEXIQUE, malgré l'exceptionnel développement de son économie, a subi lui aussi les effets de la récession mondiale. Le taux de croissance du produit national, s'il est resté un des plus élevés du monde (8 %), n'est plus élevé, à en tenir compte, qu'en cours d'année.

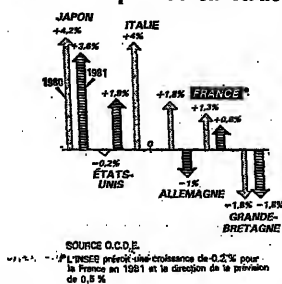
EN INDE, après une moisson décevante et des difficultés généralement découlant du cours de l'exercice précédent, l'économie a amorcé une reprise qui s'explique par les bonnes performances du secteur agricole, dont la production a augmenté d'environ 19 %. Mais, l'industrialisation des transports a continué de se faire sentir dans de nombreux secteurs (fabrication d'un avion notamment).

EN CHINE, depuis 1981 a été une année de stabilisation. Il s'agit pour le gouvernement de rétablir les grands équilibres (budget, commerce extérieur) rompus à la suite de l'embellissement des années 1978 et 1979 et de tenter d'ouvrir le processus inflationniste qui en avait résulté. L'effet de la politique de réajustement industriel dans ce but en 1979 tardant à se faire sentir, les responsables économiques ont décidé, au mois de février 1981, d'accentuer encore cette orientation. Une série de mesures d'austérité ont été prises : coupe drastique des



Produit intérieur brut

Résultats médiocres sauf au Japon et en Italie



Prix

Un léger mieux

L'INFLATION est quelque peu retombée dans le monde en 1981. Alors que la hausse des prix avait atteint 12,9 % en 1980, elle a été de 10,4 % environ en 1981 (1). Son rythme continuait à se ralentir en fin d'année.

Les pays de la Communauté économique européenne ont fait quelques progrès (+1,3 % contre 12,5 % en 1980).

L'inflation s'est ralentie aux États-Unis et surtout au Japon.

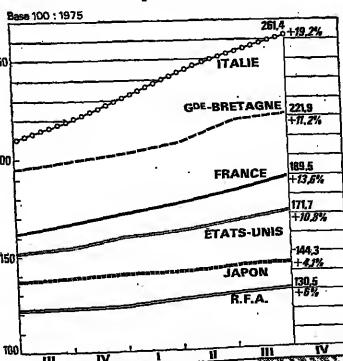
En France, si aucun dérapage n'est produit avec l'arrivée au pouvoir des socialistes, la hausse des prix ne s'en est pas moins modérée.

Les prix des services du secteur

privé ont subi de très fortes hausses (+ 15,3 %). Pour cette raison, ils ont été bloqués pour six mois à partir d'octobre par le gouvernement Mitterrand. Les tarifs publics ont dans l'ensemble augmenté de 16,3 % contre 18,1 % en 1980. Les prix des produits pétroliers ont subi au détail des hausses relativement modestes (un peu moins de 10 %), mais n'ont pas complètement supporté les conséquences de la hausse du prix du dollar.

(1) Tous les chiffres de hausses des prix concernant 1981 se rapportent à la période octobre 1980-octobre 1981. Les chiffres définitifs pour l'année arrivent pas encore établis.

Encore de fortes divergences sur les prix de détail



Le pourcentage de hausse appliqué à la période de deux mois allant du troisième trimestre 1980 au troisième trimestre 1981. Chiffres moyens figurant à droite.

Matières premières

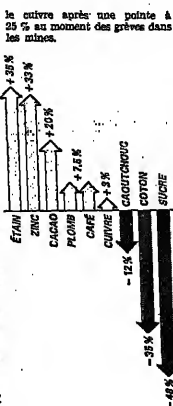
Reprise des cours des métaux

C'EST une certaine évolution que celle du cours des matières premières en 1981, notamment ceux des métaux non ferreux, qui ont subi une baisse de la production mondiale. Du fait de la persistance de la crise dans le monde, on a pu constater que le marché des métaux non ferreux a subi une baisse générale, comme cela était prévu au second semestre de 1980 : certes le coté offre s'est produit.

Certes, la demande n'a pas été bien vigoureuse, en dépit des nouveaux achats des pays de l'Est, de la demande des pays de l'Est, du réajustement des dépenses militaires par l'Allemagne et de la baisse des dépenses militaires par l'Allemagne.

Certes, également, les stocks sont bas et ont tendance à le rester malgré un fonds d'achat de reconstruction.

Mais, en ce qui concerne l'année 1981, la multiplication des conflits sociaux a entraîné une sous-production qui a, par ailleurs, provoqué de graves pénuries : celle de la bauxite, du zinc et du plomb, contrairement aux pronostics initiaux des experts qui dénotaient une surproduction de ces deux métaux pour 1981. Résumons : la demande a été de 18 %, la production de 21 % et 18 %, la hausse se limitant à 10 % pour



Agriculture

Bonnes récoltes

APRÈS avoir à peu près stagné au cours des deux années précédentes, la production alimentaire et agricole mondiale s'est redressée en 1981. Selon la FAO, l'augmentation de la première a été en volume de 1,5 % et celle de la seconde de 2,7 %. La production agricole totale progressera notamment plus vite que la production alimentaire dans les pays en voie de développement (3,7 % contre 3,5 %) la différence étant surtout sensible pour les pays d'Amérique latine (4,3 % contre 3 %).

Si la production est estimée à 454 millions de tonnes contre 445 en 1980. D'où on total la part des États-Unis est en hausse d'environ 10 millions de tonnes, atteignant 6,9 millions de tonnes. Celle de l'U.R.S.S. est en diminution de 10 millions de tonnes, atteignant 10 millions de tonnes. Selon le Conseil mondial du blé, les pays développés représenteront 41,7 % de la production en 1981 contre 39,2 un an auparavant ; les pays en développement 20,1 % contre 18,7 % et les pays à économie planifiée 38,1 % contre 42,2 %.

Céréales secondaires : la FAO prévoit une récolte de 190 millions de tonnes contre 179. Avec un nouveau record, 240 millions de tonnes dont plus de 200 millions de tonnes de maïs, les États-Unis auront pro-

duit le tiers (31 %) des céréales destinées en priorité à l'alimentation animale.

Autres végétaux : pour l'ensemble des autres produits, l'année 1981 aura bien été celle de la reprise. En volume, la production de légumes secs augmentera de 9 %, celle de racines (pommes de terre et tubercules divers) de 10 %, celle des plantes oléagineuses de 6 % pour l'Italie et de 9 % pour la Chine de teneur accrue destinée à l'alimentation animale. Les productions de café, de cacao et de thé augmenteront respectivement de 24,4 et 3 %.

Sucre : la production mondiale progressera de 10 % et devrait osciller entre 92 et 94 millions de tonnes dont 15 millions en provenance de la C.E.S.

Le revenu agricole aura baissé, selon l'estimation de 6 novembre dernière, de 2,1 % en France constante et l'Indonésie dans les recettes des agriculteurs les aides d'exceptionnelles venant en cours de l'année au titre du soutien du revenu de 1980. Si l'on exclut des aides, le revenu aura baissé de plus de 9 %.

Autour de la conférence annuelle agricole maternelle du gouvernement socialiste, mais élargie à d'autres organisations paysannes et aux salariés de l'agriculture, il a été décidé de venir des aides au développement globalisant 55 milliards de francs.

La fin du « second choc » pétrolier

C'EST qu'il est convenu d'appeler le « second choc » pétrolier a pris fin avec l'accord conclu le 23 octobre à Genève entre les quatre pays membres de l'O.P.E.P. sur un prix unique du pétrole de référence, à partir de laquelle on établit les prix des différents « bruts » en fonction de leur qualité et de leur éloignement des marchés de consommation.

De février 1979, début de l'année 1980, le prix du pétrole avait baissé de 10 %, le niveau de 10 \$ le baril « brut » est ainsi passé de 12,70 à 24 dollars le baril.

Grâce à la forte valorisation du dollar, les pays européens avaient pu constater dès le deuxième trimestre une baisse relative des prix du brut, une fois les consommateurs assurés que la guerre entre l'Iran et l'Irak n'aurait pas de conséquences sur l'offre.

Il est vrai que ce renchérissement du pétrole trois années dures a eu une incidence importante sur la consommation des grands pays industrialisés : le premier semestre 1981 a vu diminuer de 10,4 % en Europe, de 8,3 % aux États-Unis et de 11,9 % au Japon. En France, pour l'ensemble des trois premiers trimestres, les importations d'or noir ont été - avec 10 millions de tonnes - en diminution de 16,1 %.

Du fait partie au ralentissement économique, cette évolution a aussi été provoquée par les effets structurels des politiques d'économies d'énergie dans

les pays industrialisés. Le premier geste politique du président Reagan a été son entrée en fonction - en avril - qui a été d'encourager la libération des prix intérieurs du pétrole pour aligner les prix américains sur les cours mondiaux.

Conséquence de ces deux phénomènes conjugués, la production pétrolière de l'O.P.E.P. est tombée de 82 millions de barils par jour en 1978 à moins de 50 millions de barils quotidiens au cours des trois derniers mois de l'année. Le prix de l'O.P.E.P. n'a donc pas cessé de déborder dans l'approvisionnement mondial, et les découvertes récentes, en Afrique notamment, comme la confirmation des réserves prouvées exceptionnelles du Mexique pourraient faire durer cette période de pénurie.

Le premier semestre 1981, l'O.P.E.P. a subi une baisse modeste de son prix moyen.

Le 1er juillet, pour sa part, s'il a vu ses prix croître, n'en a pas moins été un alignement sur le simple prix du pétrole, comme le demandaient les Algériens depuis près de deux ans. Les prix importants de gaz jamais signés pour la fourniture de gaz soviétique à l'Europe occidentale (ce qui pour l'instant par la seule Allemagne fédérale) restent essentiellement pour principe d'indication les cours des produits concurrents (trui domestique et fuel lourd).

Le nouveau programme nucléaire français

Un tiers en moins pour les deux ans à venir

LE gouvernement français a finalement décidé à la fin du mois de novembre de reprendre les travaux de construction de centrales nucléaires sur cinq sites qui avaient été « gelés » le 30 juillet, peu après l'arrivée de M. Mitterrand au pouvoir. Ainsi seul Flamanville sera-t-il élargi au-delà de l'actuel état de construction.

Il serait pourtant absurde de conclure à une identité des politiques énergétiques des pouvoirs successifs et, notamment, même si le gouvernement actuel reconnaît lui aussi que le nucléaire est une source d'énergie puissante et économique, les recents sur les conseils régionaux en cas de défection à l'échelon local, ont tenté d'instaurer un nouveau statut. Même si, dans le Tarn, à Collioure ou à Chocoma, dans les Ardennes, les régionalistes ont manifesté leur peu de goût pour cette forme de démocratie.

De plus, le pouvoir socialiste a finalement décidé à la fin du mois de novembre de reprendre les travaux de construction de centrales nucléaires sur cinq sites qui avaient été « gelés » le 30 juillet, peu après l'arrivée de M. Mitterrand au pouvoir. Ainsi seul Flamanville sera-t-il élargi au-delà de l'actuel état de construction.

Il serait pourtant absurde de conclure à une identité des politiques énergétiques des pouvoirs successifs et, notamment, même si le gouvernement actuel reconnaît lui aussi que le nucléaire est une source d'énergie puissante et économique, les recents sur les conseils régionaux en cas de défection à l'échelon local, ont tenté d'instaurer un nouveau statut. Même si, dans le Tarn, à Collioure ou à Chocoma, dans les Ardennes, les régionalistes ont manifesté leur peu de goût pour cette forme de démocratie.

Pouvoir d'achat

La France serait-elle encore l'un des rares pays industriels préservés pour l'évolution de pouvoir d'achat des ouvriers ? Selon les dernières statistiques connues — celles d'octobre 1981 — le gain mensuel des ouvriers s'est accru de 3,1 % soit un rythme annuel de progression du même ordre que celui de prix. Le fin d'année devrait être plus difficile en raison de l'augmentation décidée en novembre de 1 % de la cotisation d'assurance-maladie même si pour certains ménages cette ponction est largement compensée par une amélioration des prestations, notamment familiales.

Rémunérations

Augmentation nominale annuelle portée :
selon les pays, sur les six ou dix
premiers mois de l'année 1981.

Augmentation
du pouvoir d'achat en %.

Pays	Période	Augmentation du pouvoir d'achat en %
ALLEMAGNE	6 premiers mois	9.8
	10 premiers mois	6.5
FRANCE	6 premiers mois	12.6
	10 premiers mois	14.1
JAPON	6 premiers mois	8.07
	10 premiers mois	4.7

ÉLUS-DIG

TAUX HORAIRE

TAUX HEBDOMADAIRE
OU MENSUEL

Tiers-monde

Les «grands» à Cancun les «nations sous-prolétaires» à Paris

Le dialogue Nord-Sud s'est poursuivi avec quelque éclat — apparemment — en ces derniers jours de l'été. Il n'est encore plus d'une juxtaposition de monologues que du début d'élaboration en commun d'une stratégie mondiale. Les « négociations globales », qui auraient dû illustrer la troisième session de la Conférence internationale, durant les années 80, n'ont pas été vraiment ouvrées, même si quelques disciplines en ont été abordées. Les négociations multilatérales nationales, droit de la mer, même en valeur des ressources non renouvelables, ont été abordées, mais, qui englobe l'alimentation, le commerce, l'aide, l'énergie, les transports, le monde rural, etc., n'est que la principale revendication des « 77 ». Le groupe de pression des « vingt-cinq pays du G77+5 » a obtenu un succès relatif en vue de l'institution d'un nouvel ordre économique international.

Suite aux résolutions des États-Unis qui avaient entraîné celles de l'Allemagne fédérale et de la France, les déclarations de l'Assemblée des Nations s'étaient enracinées dans le cadre de la troisième session extraordinaire des Nations unies sur l'environnement.

Il s'agit notamment de définir l'institution des compétences entre l'Assemblée générale des Nations unies, où les États sont représentés, et les institutions spécialisées, comme le F.M.I. et la Banque mondiale, ou les pays industrialisés, dont les États membres.

Cependant, vingt-deux chefs d'État et de gouvernement se sont, sur l'initiative du président Furutô et du chancelier Katsushika, réunis à Tokyo, à l'occasion d'un colloque à Copenhague, dans le

scandale des déchets nucléaires, ont accepté d'encadrer la production d'énergie par la porter, de façon générale, 0,15 % de leur produit national brut.

Le tiers-monde reste, ainsi qu'il a été souligné, un continent de la croissance, de la physique. L'écart avec les autres continents se creuse, dans le même temps, de la croissance économique entre les nations développées, elle-même et, à l'inverse, de celle-ci, entre les nations en développement. Le tiers-monde serait frappé, selon F.M.I., 640 millions d'êtres humains cette année et pourrait atteindre 1,2 milliard d'habitants en l'an 2000. La dette croissante atteignant, pour sa part, 640 milliards de dollars, et augmentant de cinquante milliards de milliards par an.

tions — l'Italie, le Japon, l'Espagne — la plupart des autres pays industriels ont connu un taux d'inflation supérieur à celui des rémunérations. Des pertes réduites du pouvoir d'achat pour les six à huit premiers mois de 1981 sont observées en Espagne, en Italie et au Japon. La dégradation du niveau de vie semble plus importante au Canada, au Danemark (de — 1 % à 2 %). Selon les statistiques (salaires horaires ou mensuels), on note une progression ou une réduction au Royaume-Uni où des négociations ont été engagées dans plusieurs entreprises pour obtenir en 1981 et 1982 une diminution du pouvoir d'achat comme cela

Sécurité sociale

UNE nouvelle fois, les pouvoirs publics ont dû s'attaquer au délicat problème qui consiste à financer le déficit du régime financier de la Sécurité sociale. Dès le début de l'année 1981, il était évident qu'il y aurait un déficit de 10 milliards de francs au septennat giscardien, faisaient état d'un besoin de financement de 15 milliards de francs (— 5,7 milliards de francs en fonds communs).

Les responsables d'alors, qui entendaient respecter leur promesse de supprimer la cotisation exceptionnelle de 1 % en février 1981, ont dû faire face à l'augmentation qu'une meilleure maîtrise des dépenses et une renouveau de l'administration n'ont pas suffi. Lesi la dégradation de l'emploi, la reprise de la dette, les dépenses de santé, et, enfin, les améliorations de prestations décidées par le nouveau gouvernement ont entraîné, en trois secteurs confondus, un déficit évalué à 10 milliards de francs pour 1981 et 22 à 33 milliards pour 1982.

Le repliement des, comme celle à s'être promise, être suivi, en 1982, d'une réforme plus profonde afin d'élargir la contribution des États à la lutte contre la déstabilisation sociale, toujours malade de la crise économique.

Les autres pays industriels, qui eux non plus n'ont pas échappé à la crise, ont subi la dégradation du chômage, ont dû procéder à des réaménagements de leur système de sécurité sociale, ont dû solliciter l'aide du Bureau International du Travail (B.I.T.), depuis le début de la récession, en 1974, les dépenses sociales ont augmenté de 100 % dans les pays de l'O.C.D.E. progressent plus rapidement que le produit intérieur brut. Au Danemark, les dépenses sociales ont augmenté de 150 %, en R.F.A., des dispositions ont été prises pour freiner les prestations, faire participer les fonctionnaires à l'effort de réduction des dépenses (la débauche, aux États-Unis, l'indemnisation Reagan a diminué — et supprimé — un certain nombre de pro-

Durée du travail

DUREE hebdomadaire légale du travail abaissée de 40 à 39 heures, généralisation de la cinquième semaine de congés payés, réduction sensible des heures supplémentaires, dispositions particulières pour les travailleurs postés : telles sont les principales mesures qui seront contenues dans l'ordonnance que le gouvernement doit promulguer dans la deuxième quinzaine de janvier, et qui seront applicables à partir du 1^{er} février.

Cette nouvelle législation, qui concerne le secteur privé et qui a pour objectif la semaine de 35 heures en 1985, résulte à la fois de l'accord national signé le 17 juillet entre le C.N.P.F., la C.F.D.T., F.O., la C.F.T.C. et la C.G.C., et de la loi d'habilitation. Dans les branches professionnelles, où les accords conclus n'ont concerné jusqu'à présent, que trois millions de salariés, sur les

Le Danemark

En France, il sera fallu attendre quarante-cinq ans pour que la loi de 1936 sur les quarante heures soit modifiée, même si, dans certains secteurs du tertiaire, notamment, on travaille, depuis longtemps, moins de quarante heures par semaine. A l'étranger, selon une étude du C.N.P.P., la durée du travail annuelle effective est de 1 568 heures en Suède, 1 626 aux Pays-Bas, 1 641 en R.P.A., 1 680 en Italie, 1 822 aux Etats-Unis, 2 016 au Japon, contre 1 879 en France (en 1961), après déduction des jours fériés, des congés payés et de l'absentéisme.

En Europe, c'est au Danemark que la semaine de travail légale est la plus courte (33 heures) et les 36 heures sont déjà une réalité pour les employés finlandais. Les agents de l'Estat italiens, les employés des grands magasins belges et certains travailleurs du Royaume-Uni et de Suède. Aux Etats-Unis, la semaine de travail est de 36,6 heures effectives, mais les congés payés ne sont que de quinze jours par an en moyenne.

En France

Coup de pouce pour les familles et le minimum vieillesse

Ce sont les personnes âgées les plus démunies et les familles qui ont été, en 1981, les principaux bénéficiaires de la politique sociale du gouvernement.

Le minimum vieillesse, versé à plus de 1 850 000 personnes, a, en effet, été majoré de 20 % au 1^{er} juillet 1981 passant de 100 000 à 120 000 francs. Il a été indexé le 1^{er} janvier 1981 — à 1 700 francs. Cette forte majoration — + 12,6 % en moyenne d'achat, au lieu de +11,6 % pour l'ensemble des prestations — a cependant été compensée — à 10,5 % — par l'inflation et s'est soldée par une progression en pouvoir d'achat d'environ 5 % en 1981. Mais une deuxième majoration d'environ 17,5 % a été versée le 1^{er} janvier 1982 à 2 600 francs par mois. Autant grande priorité : la revalorisation des prestations familiales qui ont intervenu, elle aussi, au 1^{er} janvier 1982. Elles ont été diversifiées : + 14 % de la base mensuelle de calcul et + 11 % pour les taux du barème des allocations familiales, au traitement de l'ensemble des prestations par un relèvement de 25 %.

Menpaies

Le dollar retrouvé et le franc dévalué | Or

(Suite de la page 13.)

En même temps, le régime de la devise-titre, qui interdisait aux résidents les achats de valeurs étrangères à moins qu'ils ne soient compensés par des ventes équivalentes, est rétabli après avoir été supprimé en octobre 1971.

Enfin, la Banque de France fait monter le taux d'intérêt à des niveaux historiques. Sa tâche, défendre la monnaie, n'est guère facilitée par la reprise de l'ascension des taux aux Etats-Unis et une nouvelle montée du dollar, qui culmine, au alentours du 15 août, à 2,57 DM à Francfort et au voisinage de 6,18 F à Paris, plus haut cours jamais enregistré.

Quant à la livre sterling, elle souffre de la diminution des prix du pétrole, de nature à affecter les revenus des gisements de la mer du Nord, et des résultats décevants, sur le plan économique, de la politique de Mme Thatcher.

Courant septembre, un formidable renversement de tendance se produit sur les marchés des changes. De « bonnes nouvelles » en provenance d'Allemagne fédérale — gonflement de l'excédent de la balance commerciale, dimi-

nution du déficit de la balance des paiements et planification du déficit budgétaire — provoquent une véritable ruée sur le mark, tandis que le dollar est déprimé par le flottement qui se manifeste parmi les conseillers économiques du président des Etats-Unis : l'effet Reagan s'inverse.

Comme on pouvait s'y attendre, le franc français ne peut résister à la vigoureuse remontée du mark et, en dépit d'un nouveau resserrement du contrôle des changes, l'inévitable se produit : le dimanche 4 octobre, le mark et le florin sont réévalués de 5,5 %, le franc français et la lire dévalués

de 3 %, la couronne danoise, la livre irlandaise et le franc belge restant inchangés. Cet ajustement équivaut à dévaluer de 8,5 % le franc français par rapport au mark, ce pourcentage, toutefois, étant limité à la moitié de ce chiffre, à la fin de l'année, en raison de la relative faiblesse du mark.

Ce dernier, au terme de 1981, souffre de la tension qui règne en Pologne, face à un dollar qui a victorieusement résisté à la baisse des taux d'intérêt américains et reprend du prestige en pleine tension internationale.

Flambée des taux aux États-Unis et en France

(Suite de la page 13.)

En Europe, le « vent d'Amérique » permet à l'Allemagne fédérale de ramasser son taux Lombard de 12 % à 11,50 %, et à la France de poursuivre la descente des amorces début juillet. Le marché des obligations du mois de mai. Dès le lendemain de l'élection présidentielle, sous-ende de défendre le franc, fortement ébranlé par d'énormes sorties de devises, la Banque de France a baissé le taux de l'argent sur le marché. Le Paris de 12,50 % à 16 %, puis, la semaine suivante, de 16 % à 20 %, record historique. Conséquence logique, les banques proposent leur taux de base de 12,75 % à 14,75 %, puis 17 % à 19 %, et les obligations de crédit baissent, également le marché des obligations avec des émissions

lancées à plus de 18 %, contre 15 % à 16 % précédemment. L'aléa, surtout les entreprises, cette extraordinaire tension, due bien davantage à la situation politique intérieure qu'à l'environnement extérieur, nous fait réfléchir que très progressivement, la nécessité de soutenir la monnaie freinant les initiatives. Pen à peu, la Banque de France lui baisser le taux de ses interventions, le ramenant de 30 % à 15 %, puis à 10 %, le rendant ainsi à dévaluation de la monnaie début d'octobre, ce qui levait l'hypothèque de la monnaie et lui permit de réduire à 15 % le loyer de l'argent au jour le jour en fin d'année, tandis que le taux de base des banques restait à 3 % et 3 % à 3 %.

La chute

SOUFIS à d'amples fluctuations tout au long de l'année précédente, le cours de l'or a subi, en 1961, une chute libre.

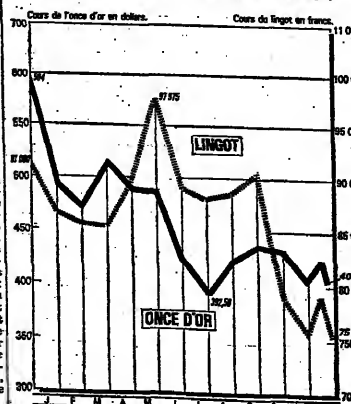
De 600 dollars environ au début du mois de janvier, l'once de 31,1 grammes, ne s'inscrivait plus qu'à 515 dollars en avril, enfouissant le plancher des 400 dollars un bref instant au milieu de l'été pour se maintenir ensuite péniblement aux alentours de 410 à 420 dollars jusqu'à la fin de l'année.

Au total, le marché aura donc baissé de près de 30 % en l'espace de deux mois et il y a fort à parier que « la glissade eût été encore plus prononcée si les réactions de tension enregistrées à de multiples reprises en Pologne n'avaient suscité quelques corrections de cours, telle la hausse de plus de 10 dollars l'once qui marqua l'insaisissement de l'état de siège à Varsovie le 13 décembre.

Cette chute s'explique naturellement par un certain nombre

de facteurs techniques, le premier d'entre eux est l'afflux de ventes d'or pour le compte de l'Afrique du Sud et de l'Union soviétique, qui a obligé un certain nombre de banques centrales à intervenir sur le marché. Inversement, maintien de taux d'intérêt élevés pendant la majeure partie de l'année, alié à la fermeté du dollar qui en résulte, a découragé les investisseurs alié par les rémunérations des placements à court terme.

A Paris, où le marché de l'immobilier faisait jusque-là un peu cavalière sous le regard des cours spéculatifs, les 15 % environ à ceux de certaines places internationales, ont décidé de supprimer, à compter du 1^{er} octobre, l'acompte qui préservait les transactions s'ouvrant à l'air en entraînant un début effrayant des cours et des transactions. Au cours du dernier trimestre, le lingot et le naphte ont baissé de 15 % ; 20 sur la moyenne s'alignent ainsi sur les cours mondiaux dans un volume d'affaires réduit de moitié.

[illegible]

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOI	71 00	82 50
DEMANDE D'EMPLOI	24 00	24 00
IMMOBILIER	48 00	56 45
AUTOMOBILES	48 00	56 45
AGENCE	48 00	56 45
PROP. COMM. CAPITAL	140 00	164 84

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADESSÉES	42 00	47 04
OFFRES D'EMPLOI	12 00	14 10
DEMANDE D'EMPLOI	41 00	36 45
IMMOBILIER	31 00	36 45
AUTOMOBILES	31 00	36 45
AGENCE	31 00	36 45



emploi régional

Bonne année à tous les ingénieurs entretien et TN...

...et plus particulièrement à vous qui allez nous rejoindre dans ce délicieux coin de Normandie pour participer à la modernisation de notre filière et sympathique usine. Notre société est sur un bon chemin dans les produits d'hygiène. Notre appartenance à un grand groupe international permettra de réaliser des investissements en 1982 et les années suivantes.

Mais il nous faut rapidement un bon chef de service entretien TN, qui son métier passionne, qui aime faire fonctionner, les machines, les usines, les idées nouvelles de tous et aux économies de toutes sortes. Alors, il va falloir que nous nous rencontrions. Mais avez-vous une expérience d'un dizaine d'années dans une industrie à process qui permet de contrôler des équipements lourds et parfois marqués comme ceux que l'on rencontre dans la laiterie, la brasserie, le verre, le papier, le textile ? Avez-vous la bonne ambition de ceux qui aiment travailler beaucoup pour réussir ?

Envoyez nous votre curriculum vitae aux conseils de Sirca avec toutes indications concernant votre traitement. Confidentialité assurée et meilleurs vœux de toute façon. Référence 84 647 M.

Sirca
64, rue La Botz - 75008 PARIS

MEMBRE DE SYNTIC

EMPLOIS D'AVENIR COMMERCIAL ET GESTIONNAIRE DES ENTREPRISES DU BOIS

préparez votre conversion
ou votre perfectionnement.

PARTICIPEZ A LA PROMOTION IPC BOIS

du 15-2-82 au 10-12-82 à Bordeaux.

Enseignement niveau supérieur.
Conditions d'admission : posséder au moins le niveau BAC, être âgé(e) de plus de 25 ans, avoir 3 ans d'expérience professionnelle minimum.

Renseignements et candidatures IPC Bois,
10, place de la Bourse, 33000 Bordeaux.
Téléphone : (56) 90-91-28.

IMPORTANT ETABLISSEMENT INDUSTRIEL DE L'ETAT REGION OUEST LITTORAL

recherche

INGENIEUR

départ obligations militaires, adjoint à chef de groupe de projets informatiques de gestion de production, ayant si possible 2 à 3 ans d'expérience de chef de projet, sur gros ordonnateur de gestion industrielle.

Expérience en C.F.A.O. appréciée.
Envoyer avec C.V. dt. et photo sous n° 7.557 le Monde Pub. service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

Société de promotion immobilière à CAENNES recherche DIRECTEUR DE PROGRAMME pour opération immobilière. Recherche irrégulière et droit bancaire spécialisée agréée. Envoyer C.V. à : AGENCE NANCY, 54000 NANCY, sous n° 487 N.

Société de promotion immobilière à CAENNES recherche DIRECTEUR DE PROGRAMME pour opération immobilière. Recherche irrégulière et droit bancaire spécialisée agréée. Envoyer C.V. à : AGENCE NANCY, 54000 NANCY, sous n° 487 N.

Société de promotion immobilière à CAENNES recherche DIRECTEUR DE PROGRAMME pour opération immobilière. Recherche irrégulière et droit bancaire spécialisée agréée. Envoyer C.V. à : AGENCE NANCY, 54000 NANCY, sous n° 487 N.

OFFRES D'EMPLOIS

CADRE COMMERCIAL

Pour création d'un département...
Envoyer C.V. à : AGENCE NANCY, 54000 NANCY, sous n° 487 N.

LE CENTRE HORTICULTURAL D'ORSAY

recherche...
Envoyer C.V. à : AGENCE NANCY, 54000 NANCY, sous n° 487 N.

RESPONSABLE

CENTRE D'INFORMATION ET DE DOCUMENTATION...
Envoyer C.V. à : AGENCE NANCY, 54000 NANCY, sous n° 487 N.

CADRES TECHNIQUE COMMERCIAUX

Introduit clientèle circuits...
Envoyer C.V. à : AGENCE NANCY, 54000 NANCY, sous n° 487 N.

TECHNICIEN

(T.U.T., E.T.A.) analyses d'eau...
Envoyer C.V. à : AGENCE NANCY, 54000 NANCY, sous n° 487 N.

INFORMATIS

Ingénieurs...
Envoyer C.V. à : AGENCE NANCY, 54000 NANCY, sous n° 487 N.

INGENIEURS LOGICIEL

4 ans exp. C.F.A.O. et des...
Envoyer C.V. à : AGENCE NANCY, 54000 NANCY, sous n° 487 N.

INGENIEUR TELECOM

4 ans exp. en logiciel de...
Envoyer C.V. à : AGENCE NANCY, 54000 NANCY, sous n° 487 N.

INGENIEURS SYSTEME

4 ans exp. en logiciel de...
Envoyer C.V. à : AGENCE NANCY, 54000 NANCY, sous n° 487 N.

INGENIEURS SYSTEME

4 ans exp. en logiciel de...
Envoyer C.V. à : AGENCE NANCY, 54000 NANCY, sous n° 487 N.

etap

UN GRAND GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS DU SECTEUR INDUSTRIE LOURDE, plusieurs usines en France et à l'étranger, poursuit un...

ECP MINES AM...

confirmés haut niveau pour futurs postes de directions opérationnelles

Il s'agit d'ingénieurs confirmés, ayant 8 à 10 ans d'expérience professionnelle impliquant optimisation du personnel, gestion de production, mise en œuvre d'installations modernes et automatisées.

Il seront formés aux techniques du groupe et évolueront vers des postes de Direction.

ECP MINES AM...

fort potentiel-débutants

Il s'agit d'ingénieurs débutants ayant le désir d'assumer des responsabilités concrètes en usine, capables d'acquiescer rapidement les connaissances et la formation nécessaires pour optimiser le personnel et assurer des responsabilités de production et/ou d'entretien.

Ces postes nécessitent des personnalités affirmées, du dynamisme, une mobilité tant sur le plan géographique que sur celui des fonctions.

Envoyer en précisant la référence

TITN

Ingénieurs Technico-Commerciaux Systèmes

Confirmés. Formation Ingénieur en informatique. Plus de 3 ans d'expérience. Pratique un contrôle de process et systèmes temps réel.

Envoyer C.V., photo et références en précisant la référence S.C.I.A.L. à TITN - 5, rue Gustave Eiffel - 91420 MORANGIS.

emploi international

ZAKUM DEVELOPMENT COMPANY

Challenging opportunities to apply new technology to oil production.

An offshore oil company, responsible for development and future production of a major Oil Field in Abu Dhabi, United Arab Emirates, invites Arab Nationals for the following positions:

Systems Engineers (Ref 118M)
To carry out Technical Relations with the Contractors, implementation and follow-up of systems development and improvement of application Software.

5 years experience in programming and industrial processing. Knowledge of Software Data General IADS RTOS. RISC is an advantage.

Maintenance Engineers (Ref 117M)
Hardware operations and maintenance. 3 to 5 years experience in Hardware maintenance. Knowledge of Hardware Data General IADS RTOS. RISC is an advantage.

Junior Engineers (Ref 118M)
Testing of Equipment and Circuits, execution of Planned Maintenance tasks, detecting and replacement of faulty cards. High Diploma in B.Sc. graduate in Electronics or Electrical Engineering. 0 to 3 years experience in Telesystem Maintenance. To be trained locally.

LANGUAGE
All applicants should be fluent in English. SALARY AND BENEFITS
High attractive salary plus substantial fringe benefits and good working conditions, resident in Abu Dhabi or working Offshore on rotation cycle.

APPLICATIONS
Hardcopy applications in English with Photocopy of educational and experience certificates, Photocopy of Passport, and a recent photograph should be sent to:
HEAD OF RECRUITMENT & SELECTION, ZAKUM DEVELOPMENT COMPANY, P.O. BOX 8908, ABU DHABI, U.A.E.

ZAKUM DEVELOPMENT COMPANY

AFRIQUE DE L'OUEST

CADRE ADMINISTRATIF, COMPTABLE, FINANCIER DECS, Sup. de Co., 30 ans minimum.

Expérience en Dynamique pour projet de développement. Avantages expatriés. Lires rapidement.

Adresser C.V. détaillé et précis.

Envoyer sous n° 2.092 le Monde Publicité, service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

FILIALE DU GROUPE

Thomson CSF

UN INGENIEUR CONFIRME

Il aura pour mission :

- de superviser sur son chantier en Afrique du Nord (Maroc, Tunisie) des travaux d'aménagement de postes électriques H.T. - T.H.T. ;
- de mettre sur pied le bureau d'études local ;
- de organiser les approvisionnements jusqu'aux différents sites.

Durée prévue de l'expatriation : 3 ans.

Envoyer C.V. et photographie sous n° 2452 J. PARFRANCE Annonces, 4, rue Robert Etienne, 75008 Paris qui transmettra.

GESTION 2000

102, rue Lafayette, 75001 Paris

THOMSON-CSF

on expansion en proche Asie, nous cherchons un ingénieur en électronique et informatique.

INGENIEUR GENIE CLIMATIQUE

De solide formation théorique, possédant quelques années d'expérience.

Nous lui confierons des responsabilités de conception de nouvelles installations de chauffage et climatisation des bâtiments, de l'étude des devis aux notions de mise au point ; maintenance des installations existantes.

Merci d'envoyer C.V., photo et références à : THOMSON-CSF, Département RCM, Service du Personnel, 68, av. Pierre-Brossolette, 92424 MALAKOFF Cedex.

GROUPE FRANCAIS CONSTRUCTEUR

MACHINES AGRO-ALIMENTAIRES C.A. consolidé 200 millions

pour entrer en fonction début 1982

DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER

connaissant bien les problèmes de financement des exportations de biens d'équipement et ayant bonnes formations comptable et financières.

Connaissances du Contrôle de Gestion en coût Direct et de la langue anglaise très souhaitables.

Ligne de travail : 100 Kms Sud de Paris. Envoyer avec C.V., date de disponibilité et rémunération demandée à N. 709 PUBLICITES REUNIES - 112, Bd Voltaire - 75011 Paris qui transmettra au PDG pour réponse très rapide et totale discrétion.

JEUNE SOCIÉTÉ PARFUMERIE

EXPANSION INTERNATIONALE RAPIDE SIEGE PARIS. CHERCHE

CADRE AMBITIEUX

REC. ESSEC au SUPDECO, plus M.B.A. américain, avec minimum 3 années d'expérience professionnelle de préférence aux U.S.A.

Pour : programmes fabrication, gestion stocks, calculs prix de revient, achats, relations avec fournisseurs.

Env. C.V., photo, lettre manuscrite + prêt sous n° 7.589 le Monde Publicité, service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75427 PARIS.

UNESOCIETE DE NEGOCIE, SECTEUR TEXTILE

recherche Son directeur des approvisionnements (100/130 000 Frs)

Il devra posséder une expérience de la fabrication textile ainsi qu'une expérience de l'informatique. Responsabilité : d'un stock Central et Gestion des Commandes (et 25 personnes).

d'un Service Achats (4 personnes). Sa mission : l'ordonnement des achats, l'activité du développement informatique, l'achat, en liaison avec d'autres services, des fournisseurs en fonction de leurs capacités techniques, l'approvisionnement des centres d'approvisionnement, l'exécution ou reprise ou gestion d'ateliers de fabrication.

Il devra avoir un grand sens de l'organisation et être disponible pour certains déplacements.

Il devra également posséder des notions d'anglais. Envoyer lettre manuscrite + C.V. + photo sous n° 3616/D à AMP - 40, rue Olivier de Serres - 75016 PARIS (qui transmettra).

REVISEUR-COMPTABLE Expérience Cabinet de révision. Adresse C.V. à : C.A.M.A.C. 8, rue de Lodi, 75008 PARIS.

URGENT P.M.E. 8 personnes pour trading, non inculture générale, recherche DIRECTEUR A.M.I. STRATÉGIQUE à C.I.A.L. bonnes connaissances droit des sociétés, droit commercial, fiscalité, gestion, etc. Envoyer C.V. sous n° 7.589 le Monde Publicité, service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75427 PARIS.

Nord - Pas-de-Calais

ILE-DE-FRANCE

Grands ensembles: le poids des ans

Cent mille familles d'Ile-de-France vivent dans les grands ensembles qui ont poussé au milieu des champs, dans les années 50. La spéculation immobilière chassant les plus pauvres du cœur des villes, le montage en cadence de l'industrie entraînant de plus en plus de ruraux dans les grandes cités, il fallait construire, vite, beaucoup et au moindre coût.

Cette tâche a été menée à bien par les offices d'H.L.M. ou les organismes parafiscals comme la Caisse des dépôts et consignations, dont la filiale, créée tout express en juin 1964, la S.C.I.C. (Société centrale immobilière de la Caisse des dépôts), construisait dix mille logements dans ses dix-huit premiers mois d'existence. Mais aujourd'hui il faut payer le prix de la précipitation et de travaux faits à l'économie. Il est élevé.

Les procédures permettant de maîtriser l'urbanisation — ZAC (zone d'aménagement concerté), « villes nouvelles » — n'avaient pas encore été inventées. Pour aller vite, de gigantesques programmes de constructions furent confiés à un même promoteur, qui dut aussi se faire aménageur. Aujourd'hui, ce promoteur

gouverne d'immenses parties de territoire communal, ville dans la ville. A Sarcelles (Val-d'Oise) et ailleurs, les maires l'acceptent difficilement.

Autre difficulté: un constructeur n'a pas pu vendre tout ce qu'il a construit. De plus, ces logements, s'ils paraissent un réel progrès sur les bidonvilles du dix-neuvième siècle, ne correspondent plus au confort exigible aujourd'hui. Pas, ils ont si mal vieilli (le manque d'entretien aggravant une usure accélérée) qu'il faut parfois envisager d'en démolir, comme à Gagny (Seine-Saint-Denis). La misère attrait un grand nombre d'immigrés et de familles touchées de plein fust par la crise, au pied d'immeubles délabrés traitant des jeunes sans formation et sans travail sous le regard apaisé de « petits Blancs » voulant préserver de malgrés biens, déjà menacés par le manque d'emploi. Tout est en place pour une explosion sociale. Si elle ne fut vraiment brutale que dans la banlieue lyonnaise, c'est plus l'effet du hasard que de la prévoyance.

Le gouvernement est bien décidé à s'attaquer à ce fléau. Le conseil des ministres l'a confirmé le 26 décembre. L'objectif est ambitieux: qu'il y ait, selon l'expression de M. Pierre Mauroy de « faire en sorte que l'urbanisation ne soit pas, comme au cours des vingt dernières années, l'inspiration pure et simple dans l'espace des inégalités économiques et sociales ». Mais si l'Etat entend pour ce faire mettre en œuvre une action interministérielle, il souhaite aussi que les collectivités locales multiplient les initiatives en ce domaine. Déjà M. Lucien Védal, préfet de la région Ile-de-France, a créé un groupe de travail pour ces « îlots sensibles ».

Mais le problème n'est pas simple à résoudre. L'argent ne peut suffire, et l'exemple de la Caisse des dépôts et consignations le montre suffisamment.

Cette tâche a rempli la mission que les gouvernements précédents lui avaient confiée. Aujourd'hui, plus de 2 % des Français vivent dans les quatre cent mille logements (dont cent quatre-vingt-dix mille en Ile-de-France) que ses filiales ont construits. Puisqu'il fallait

faire œuvre sociale, elle a accepté de ne faire jouer l'indexation des loyers que sur 76 % de leur montant. Si, maintenant, ils sont sensiblement inférieurs à ceux d'organismes H.L.M. (de 375 F à 488 F pour un F 3 de la région parisienne contre 500 F à 600 F pour un même logement H.L.M.-S.), la Caisse n'a pu dégrader les sommes nécessaires à un bon entretien.

Pour éviter d'apparaître comme un monstre tentaculaire, la S.C.I.C. s'efforce de décentraliser sa gestion sans perdre le bénéfice de l'effet de masse. Elle a ainsi donné sa pleine autonomie à la C.I.R.P. (Compagnie immobilière de la région parisienne), qui, à elle seule, construisait 18 784 logements en région parisienne, plus 1 929 à Sarcelles. Aujourd'hui, elle préfigure les petites opérations — y compris dans les villes nouvelles — aux grosses promotions où elle se retrouve seule.

Les responsables de la S.C.I.C. peuvent afficher leur bonne conscience: « Nul n'aurait pu faire aussi bien que nous pour le même coût. » Probablement, mais aujourd'hui « bien » est insuffisant. — Th. B.

Sarcelles et ses ghettos

SARCELLES ne souffre plus de « sarcellette », en 4-elle même jamais été atteinte. Le grand ensemble, symbole de l'urbanisation mal maîtrisée des années 50, n'est plus tout à fait une cité-dortoir, une zone industrielle et commerciale défrayant quelques emplois sur place: le commerce — même s'il n'a plus la superbe du temps des Flançais — anime sous les centres du quartier: parcs, centres de loisirs, ballades, centres de culture, centres de santé, centres de services: Sarcelles la Basse a ainsi placé à Sarcelles la Verte. Les équipements possèdent avec autant de vigueur que les logements dans les années cinquante. La municipalité d'union de la gauche a gagné son pari: la vie a droit de cité à Sarcelles.

Une vraie ville est née: une ville avec ses plantations et ses canaux; mais les canaux sont plus sérieux qu'ailleurs, comme un adolescent, font souvent malade dans sa jeunesse à quelques difficultés à devenir adulte. Le promoteur — la Caisse des dépôts par l'intermédiaire de ses filiales — n'est pas une pure ombre portée: la cité est de plus en plus mal supportée: les communautés ethniques se sont créées sans se fondre et l'importance des israéliens fait parfois peur aux autres. Sarcelles n'est pas encore un conglomérat de ghettos, mais...

Le tiers du territoire communal appartenait à la Caisse des dépôts qui logent 40 000 des 60 000 habitants de Sarcelles. Cette municipalité accepterait de gâcher de venir une telle situation? D'autant qu'elle est soumise à la responsabilité de la dégradation du cadre de vie, les résidents ont le droit de leur défendre des espaces ont été créés, les papiers éventuels des résidents ont été déposés vers le grand ensemble appartenant encore aux promoteurs pour les entretenir, ne disposent que des ressources des charges locatives et de la taxe de pétrole, chauffage et eau chaude ont la priorité. Les bâtiments ont mal vieilli: le béton prend vite de mauvaises odeurs; les salles parcs laissent un air étouffant, et toujours le bruit. Une vraie innovation devient indispensable. Mais avec quel argent? Le faible coût des loyers ne per-

met pas de dégrader les sommes nécessaires.

Pourtant nombreux sont les jeunes Sarcellois qui aimeraient pouvoir rester dans leur cité, une fois venue l'heure de quitter le domicile familial. Mais il n'y a pas de petits appartements dans un grand ensemble construit pour des ménages avec enfants. Et la commune ne dispose, pour ses ressortissants, que de 4 % des logements, 50 % étant attribués aux entreprises ayant cotisé ou à 1 % et le reste aux « malades » de la retraite, aux fonctionnaires de l'Etat ou au personnel d'entretien et de gardiennage.

Le souhait du conseil municipal — sur l'initiative de son maire, le député communiste Henri Canaux — de voir dévolue à la commune le patrimoine immobilier de la Caisse des dépôts (le Monde du 1^{er} décembre 1981) supprimerait cet obstacle.

Feu l'esprit pionnier

On ne transfère de propriété sociale de nombreuses questions. D'abord, contrairement à ce que dit M. Canaux, Sarcelles n'est pas construite avec des fonds publics mais avec l'argent des entreprises cotisant ou à 1 % et grâce au fait que la Caisse des dépôts reçoit les fonds des entreprises, de la Sécurité sociale ou des caisses de retraite.

Laite de pénaliser épargnants et retraités, ces sommes doivent être rentabilisées. Or les logements ne sont pas encore achetés et les biens sarcellois de la région parisienne (C.I.R.P.) qui ont été construits pour 4 000 appartements, la Caisse des dépôts, viennent d'être rachetés par la commune.

Laite de pénaliser épargnants et retraités, ces sommes doivent être rentabilisées. Or les logements ne sont pas encore achetés et les biens sarcellois de la région parisienne (C.I.R.P.) qui ont été construits pour 4 000 appartements, la Caisse des dépôts, viennent d'être rachetés par la commune.

Laite de pénaliser épargnants et retraités, ces sommes doivent être rentabilisées. Or les logements ne sont pas encore achetés et les biens sarcellois de la région parisienne (C.I.R.P.) qui ont été construits pour 4 000 appartements, la Caisse des dépôts, viennent d'être rachetés par la commune.

Laite de pénaliser épargnants et retraités, ces sommes doivent être rentabilisées. Or les logements ne sont pas encore achetés et les biens sarcellois de la région parisienne (C.I.R.P.) qui ont été construits pour 4 000 appartements, la Caisse des dépôts, viennent d'être rachetés par la commune.

Laite de pénaliser épargnants et retraités, ces sommes doivent être rentabilisées. Or les logements ne sont pas encore achetés et les biens sarcellois de la région parisienne (C.I.R.P.) qui ont été construits pour 4 000 appartements, la Caisse des dépôts, viennent d'être rachetés par la commune.

Laite de pénaliser épargnants et retraités, ces sommes doivent être rentabilisées. Or les logements ne sont pas encore achetés et les biens sarcellois de la région parisienne (C.I.R.P.) qui ont été construits pour 4 000 appartements, la Caisse des dépôts, viennent d'être rachetés par la commune.

Laite de pénaliser épargnants et retraités, ces sommes doivent être rentabilisées. Or les logements ne sont pas encore achetés et les biens sarcellois de la région parisienne (C.I.R.P.) qui ont été construits pour 4 000 appartements, la Caisse des dépôts, viennent d'être rachetés par la commune.

Halte au Vol

1 serrure à 5 points
BRICARD - PICARD
EIS-LAFERCHÉ

+
1 blindage acier
15/10°

+
4 goupillons d'acier
anti-dégondage

2.250 F TTC

Pose et dépt. compris
POSE-PARIS-BANLIEUE

Société
PARIS PROTECTION

55 av. de la Motte-Picquet
75015 PARIS

☎ 566.65.20
☎ 306.35.12

ESRUT GRATUIT
3^e VERSUS

Lentilles de contact: téléphonez à Osiris, pour voir.

OSIRIS vous rendra un ensemble de services uniques en France. Lentilles du 1^{er} fabricant mondial (Bausch et Lomb): confort incomparable. Prix exceptionnellement bas (ta pairal): 496 F, sans examen; 596 F, examens compris.

OSIRIS: LES SPÉCIALISTES FRANÇAIS DES LENTILLES 5 centres spécialisés

Paris 1^{er}: 233.00.20
20 av. de la République

Paris 8^e: 563.55.99/562.94.96
21 avenue de Friedland

Paris 1^{er}: Paris 8^e: Bordeaux, Lille, Lyon.

Chaque semaine faites valider vos bulletins chez tous les dépositaires portant l'enseigne

LOTO

c'est facile
c'est pas cher
ça peut rapporter gros

mais n'attendez pas

CLÔTURE DES JEUX MARDI APRES-MIDI

ILC COURS D'ANGLAIS TRIMESTRIELS

3 heures/sem.
2j: 17h/18h30 ou 18h30/20h
1j: lundi 15h/18h ou samedi 9h30/12h30

4 heures/sem.
2j: 14h/16h ou 18h/20h

Inscrivez-vous dès aujourd'hui

325.41.37

ILC-International Language Centre-20, passage Dauphine-75006 Paris

(*) Chambre syndicale des constructeurs d'automobiles (C.S.C.A.)
2, rue de Provençaise, 75006 Paris.

eslsc2
81/85

de Mariage

AUX TROIS QUARTIERS

Conformément aux dispositions statutaires, les fonctions de président de la commission d'administration ont été confiées par M. Xavier Tora depuis 1960, prendront fin le 31 décembre 1981.

Le 26^e de sa réunion du 23 décembre, le conseil d'administration 1981 a nommé président d'honneur et a confirmé sa décision de désigner comme président de la commission M. Jean-Pierre Doumau.

M. Guy Brouha demande à être déchargé de ses fonctions de directeur général de la commission d'administration. Le conseil, sur proposition de M. Protout, a confirmé M. Bernard Binoche dans les fonctions qu'il occupe et a également conjointement avec M. Brouha.

M. le conseil d'administration

L'Assemblée a, d'autre part, renouvelé les mandats d'Administrateurs Monsieur Jean CHEROUX et du CREDIT LYONNAIS pour une durée de six ans.

Centre officiel d'examen - Marine nationale
TOUS PERMIS MER (A, B, C) ET I

Centre officiel d'examen - Marine nationale
TOUS PERMIS MER (A, B, C) ET I

Centre officiel d'examen - Marine nationale
TOUS PERMIS MER (A, B, C) ET I

TOUS PERMIS MER (A, B, C) ET D

Centre officiel d'examen - Marine nationale
TOUS PERMIS MER (A, B, C) ET I

LES MARCHÉS FINANCIERS

**LA COMMISSION SUR L'OR
N'A PAS
DE POSITION UNANIME**

Washington (Aégl). — « Il nous est apparu, au cours de nos délibérations, que nous ne serions pas capables de parvenir à un ensemble de recommandations unanimes », écrivait le 12 septembre le président de l'Institut de l'air constituée sous l'égide du F.M.I., dans le projet d'introduction au rapport final qu'ils doivent remettre en mars prochain.

L'ardeur qui avait marqué les premières séances de travail des dix-sept experts a en effet aujourd'hui cessé la place à la « coexistence pacifique » et à la « recherche de solutions compatibles et de compromis négociables. Aucun vote en bonne et due forme n'a encore eu lieu ; le premier devrait intervenir le 8 janvier. Le danger de fuir sans l'occasion nous échappe, nous avons le vote décisif en mars.

LA VIE DES SOCIÉTÉS

USINOR-SACLOR. — Interruption depuis le 9 septembre dernier, la cotation au comptant et à terme des actions de la société Saclor et des actions et obligations convertibles de la société Usinor reprendra le 29 décembre 1981. Les derniers cours étaient respectivement de 10,50 F et 7,50 F pour les actions inscrites sur le marché à terme). Cette reprise de cotation interviendra après que les actionnaires eurent tenu, au cours d'une assemblée générale extraordinaire, le 22 décembre dernier, la prise de contrôle exercée par l'Etat sur 93,8 % du capital de Saclor.

GARDINIER-POMMERY
GRENOBLE - M. Yvonne Gardinier-Pommery

de même non est devenue en mars 1978 filiale de Ribbo-Poulsen et est devenue Uguine-Kuhlmann, a informé les Chânois qu'il avait racheté la société de pompage qu'il avait achetée plus de 10 ans auparavant, mais qu'il n'avait pas versé le capital de la société de champagne Pommeroy et Greco. Les frères Gardier s'étaient déjà assurés le contrôle de la société en 1968, mais ils n'ont pas voulu en prenant une participation de 40 % environ dans Pommeroy et Greco, après avoir acquis les 22 % et 17 % que détenaient les deux associés René Martin et la famille Paillegot. Ils ont donc conservé 100 % du capital de Pommeroy et Greco, spécialement que l'entreprise Gardier, appelée dans les engrais dans les années 1970, a été introduite dans des installations d'extractions de phosphates aux Etats-Unis notamment.

FRASSINET. — La société de Frassiniet en 1981 a fait affaire avec une consociété de 500 millions de francs et a obtenu l'approvisionnement de plus de 25 % sur le précédent exercice.

**LES INDICES HEBDOMADAIRES
DE LA BOURSE DE PARIS**
INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE
ET DES ETUDES ECONOMIQUES

18 Dec 24

[illegible]

INDICES QUOTIDIENS
(INSEE, base 100: 31 déc. 1980)

Valeurs françaises	23,8	90,1
Valeurs étrangères	22,4	100,0

taux étrangers	133,1	133,5
C^e DES AGENTS DE CHANGE		
(Rue 100 : 29 déc. 1961)		
taux général	92,4	93,4
TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE		
Effets privés du 28 déc.	15	
COURS DU DOLLAR A TOKYO		
	26/12	28/12
1 dollar (en yens)	221,80	221,5

Ligne 100: 29 décembre 1967	
Indice général	91,7
Indice de base	75,8

Construction	105.5
Fluxes d'investissement	74.0

Bilan de commerce, durables	52,3
Bilan de commerce, non durables	74,5
Bilan de commerce, algues marines	121,7
Services	188,8
Sociétés financières	105,0
Sociétés de la zone franche spéciale principalement à l'étranger	217,8
Valeurs industrielles	79,8
BORSES REGIONALES	
Boue 100:29 décembre 1572	
Indice général	124,3

S 24 DECEMBRE COMPTA

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.
---------	----------------	------------------	---------	----------------	------------------	---------	----------------

BOURSE DE PARIS 24 DECEMBRE COMPTANT

[illegible]

Case	Year	Age	Sex	Occupation	Education	Marital Status	Religion	Political Party	Income	Assets	Liabilities	Net Worth	Assets	Liabilities	Net Worth
1	1950	35	M	Teacher	High School	Married	Catholic	Democrat	\$10,000	\$5,000	\$5,000	\$10,000	\$5,000	\$5,000	
2	1951	40	F	Homemaker	High School	Married	Catholic	Democrat	\$12,000	\$6,000	\$6,000	\$12,000	\$6,000	\$6,000	
3	1952	30	M	Engineer	College	Married	Protestant	Republican	\$15,000	\$7,500	\$7,500	\$15,000	\$7,500	\$7,500	
4	1953	25	F	Nurse	College	Single	Catholic	Democrat	\$8,000	\$4,000	\$4,000	\$8,000	\$4,000	\$4,000	
5	1954	45	M	Farmer	High School	Married	Protestant	Republican	\$18,000	\$9,000	\$9,000	\$18,000	\$9,000	\$9,000	
6	1955	38	F	Teacher	College	Married	Catholic	Democrat	\$11,000	\$5,500	\$5,500	\$11,000	\$5,500	\$5,500	
7	1956	28	M	Engineer	College	Married	Protestant	Republican	\$14,000	\$7,000	\$7,000	\$14,000	\$7,000	\$7,000	
8	1957	32	F	Nurse	College	Single	Catholic	Democrat	\$9,000	\$4,500	\$4,500	\$9,000	\$4,500	\$4,500	
9	1958	42	M	Farmer	High School	Married	Protestant	Republican	\$17,000	\$8,500	\$8,500	\$17,000	\$8,500	\$8,500	
10	1959	36	F	Teacher	College	Married	Catholic	Democrat	\$10,500	\$5,250	\$5,250	\$10,500	\$5,250	\$5,250	
11	1960	29	M	Engineer	College	Married	Protestant	Republican	\$13,500	\$6,750	\$6,750	\$13,500	\$6,750	\$6,750	
12	1961	34	F	Nurse	College	Single	Catholic	Democrat	\$9,500	\$4,750	\$4,750	\$9,500	\$4,750	\$4,750	
13	1962	41	M	Farmer	High School	Married	Protestant	Republican	\$16,500	\$8,250	\$8,250	\$16,500	\$8,250	\$8,250	
14	1963	37	F	Teacher	College	Married	Catholic	Democrat	\$11,500	\$5,750	\$5,750	\$11,500	\$5,750	\$5,750	
15	1964	27	M	Engineer	College	Married	Protestant	Republican	\$13,000	\$6,500	\$6,500	\$13,000	\$6,500	\$6,500	
16	1965	33	F	Nurse	College	Single	Catholic	Democrat	\$9,800	\$4,900	\$4,900	\$9,800	\$4,900	\$4,900	
17	1966	43	M	Farmer	High School	Married	Protestant	Republican	\$17,500	\$8,750	\$8,750	\$17,500	\$8,750	\$8,750	
18	1967	39	F	Teacher	College	Married	Catholic	Democrat	\$12,000	\$6,000	\$6,000	\$12,000	\$6,000	\$6,000	
19	1968	26	M	Engineer	College	Married	Protestant	Republican	\$12,500	\$6,250	\$6,250	\$12,500	\$6,250	\$6,250	
20	1969	31	F	Nurse	College	Single	Catholic	Democrat	\$10,000	\$5,000	\$5,000	\$10,000	\$5,000	\$5,000	
21	1970	44	M	Farmer	High School	Married	Protestant	Republican	\$18,000	\$9,000	\$9,000	\$18,000	\$9,000	\$9,000	
22	1971	35	F	Teacher	College	Married	Catholic	Democrat	\$11,000	\$5,500	\$5,500	\$11,000	\$5,500	\$5,500	
23	1972	28	M	Engineer	College	Married	Protestant	Republican	\$13,000	\$6,500	\$6,500	\$13,000	\$6,500	\$6,500	
24	1973	32	F	Nurse	College	Single	Catholic	Democrat	\$9,500	\$4,750	\$4,750	\$9,500	\$4,750	\$4,750	
25	1974	41	M	Farmer	High School	Married	Protestant	Republican	\$16,500	\$8,250	\$8,250	\$16,500	\$8,250	\$8,250	
26	1975	37	F	Teacher	College	Married	Catholic	Democrat	\$11,500	\$5,750	\$5,750	\$11,500	\$5,750	\$5,750	
27	1976	27	M	Engineer	College	Married	Protestant	Republican	\$13,000	\$6,500	\$6,500	\$13,000	\$6,500	\$6,500	
28	1977	33	F	Nurse	College	Single									

[illegible]

12
13
14
15
16
17
18
19
20
21
22
23
24
25
26
27
28
29
30
31
32
33
34
35
36
37
38
39
40
41
42
43
44
45
46
47
48
49
50
51
52
53
54
55
56
57
58
59
60
61
62
63
64
65
66
67
68
69
70
71
72
73
74
75
76
77
78
79
80
81
82
83
84
85
86
87
88
89
90
91
92
93
94
95
96
97
98
99
100
101
102
103
104
105
106
107
108
109
110
111
112
113
114
115
116
117
118
119
120
121
122
123
124
125
126
127
128
129
130
131
132
133
134
135
136
137
138
139
140
141
142
143
144
145
146
147
148
149
150
151
152
153
154
155
156
157
158
159
160
161
162
163
164
165
166
167
168
169
170
171
172
173
174
175
176
177
178
179
180
181
182
183
184
185
186
187
188
189
190
191
192
193
194
195
196
197
198
199
200
201
202
203
204
205
206
207
208
209
210
211
212
213
214
215
216
217
218
219
220
221
222
223
224
225
226
227
228
229
230
231
232
233
234
235
236
237
238
239
240
241
242
243
244
245
246
247
248
249
250
251
252
253
254
255
256
257
258
259
260
261
262
263
264
265
266
267
268
269
270
271
272
273
274
275
276
277
278
279
280
281
282
283
284
285
286
287
288
289
290
291
292
293
294
295
296
297
298
299
300
301
302
303
304
305
306
307
308
309
310
311
312
313
314
315
316
317
318
319
320
321
322
323
324
325
326
327
328
329
330
331
332
333
334
335
336
337
338
339
340
341
342
343
344
345
346
347
348
349
350
351
352
353
354
355
356
357
358
359
360
361
362
363
364
365
366
367
368
369
370
371
372
373
374
375
376
377
378
379
380
381
382
383
384
385
386
387
388
389
390
391
392
393
394
395
396
397
398
399
400
401
402
403
404
405
406
407
408
409
410
411
412
413
414
415
416
417
418
419
420
421
422
423
424
425
426
427
428
429
430
431
432
433
434
435
436
437
438
439
440
441
442
443
444
445
446
447
448
449
450
451
452
453
454
455
456
457
458
459
460
461
462
463
464
465
466
467
468
469
470
471
472
473
474
475
476
477
478
479
480
481
482
483
484
485
486
487
488
489
490
491
492
493
494
495
496
497
498
499
500
501
502
503
504
505
506
507
508
509
510
511
512
513
514
515
516
517
518
519
520
521
522
523
524
525
526
527
528
529
530
531
532
533
534
535
536
537
538
539
540
541
542
543
544
545
546
547
548
549
550
551
552
553
554
555
556
557
558
559
560
561
562
563
564
565
566
567
568
569
570
571
572
573
574
575
576
577
578
579
580
581
582
583
584
585
586
587
588
589
590
591
592
593
594
595
596
597
598
599
600
601
602
603
604
605
606
607
608
609
610
611
612
613
614
615
616
617
618
619
620
621
622
623
624
625
626
627
628
629
630
631
632
633
634
635
636
637
638
639
640
641
642
643
644
645
646
647
648
649
650
651
652
653
654
655
656
657
658
659
660
661
662
663
664
665
666
667
668
669
670
671
672
673
674
675
676
677
678
679
680
681
682
683
684
685
686
687
688
689
690
691
692
693
694
695
696
697
698
699
700
701
702
703
704
705
706
707
708
709
710
711
712
713
714
715
716
717
718
719
720
721
722
723
724
725
726
727
728
729
730
731
732
733
734
735
736
737
738
739
740
741
742
743
744
745
746
747
748
749
750
751
752
753
754
755
756
757
758
759
760
761
762
763
764
765
766
767
768
769
770
771
772
773
774
775
776
777
778
779
780
781
782
783
784
785
786
787
788
789
790
791
792
793
794
795
796
797
798
799
800
801
802
803
804
805
806
807
808
809
810
811
812
813
814
815
816
817
818
819
820
821
822
823
824
825
826
827
828
829
830
831
832
833
834
835
836
837
838
839
840
841
842
843
844
845
846
847
84

Compartiment spécial

[illegible]

MARCHÉ A TERME

Compte tenu de la brièveté du délai qui nous est imparti pour publier la cote complète dans nos dernières éditions, des erreurs peuvent parfois figurer dans les cours. Elles sont corrigées dès le lendemain, dans la première édition.

La Chambre syndicale a décidé, à titre exceptionnel, de prolonger, après la clôture, la cotation des valeurs ayant été l'objet de transactions entre 14 h 15 et 14 h 30. Pour cette raison, nous ne pouvons plus garantir l'exactitude des derniers cours de l'après-midi.

[illegible]

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

IDÉES

2. LES SAINTS INNOCENTS : « Ils sont peut-être innocents », par André Thérèse ; « La révolte des victimes dégoûtées », par Jacques Macle ; « La cinquième monde », par Jean Toullet.

ÉTRANGER

3-4. L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION EN POLOGNE
— L'annonce des mines occupées par des soldats et les forces armées.
— De retour à Rome, Mgr Foglietta estime qu'il y a « des espoirs de dialogue entre les catholiques et les forces socialistes ».
— POINT DE VUE : « La Pologne au cœur » par Guy Benlik.
5. EUROPE
— « La Turquie sur la voie d'une démocratie autoritaire (I) », par Clément Tréa.
6. PROCESSION
— ÉGYPTÉ : le chef des Frères musulmans a été libéré.
7. AMÉRIQUES
— BRÉSIL : le procès de deux missionnaires français.
8. AFRIQUE
— ALGÉRIE : le comité central du F.L.N. recommande des mesures d'urgence à stimuler le secteur privé.

POLITIQUE

4. Les élections législatives polonaises.

SOCIÉTÉ

9. M. Mitterrand annonce que l'ordre de 200 millions de francs se trouve des victimes des inondations pour « être complètes ».
10. ÉDUCATION : la formation continue renforce les limites de l'enseignement initial.
11. MÉDECINE

SPORTS

10-11. Le bilan de l'année 1981.

LE MONDE DE L'ÉCONOMIE

13. La nouvelle donne.
14. Libération aux États-Unis, socialisme en France.
15. Le renforcement de la conjonction.
16. L'abolition des salaires et la situation sociale dans les principaux pays.

CULTURE

17. EXPOSITION.
— DANSE.
18. CINÉMA.

RÉGIONS

22. NORD-PAS-DE-CALAIS : la réélection des Héparistes, à Lille.
— LOIREAINE : le poids des élus.
23. ÎLE-DE-FRANCE : grands espoirs, le poids des élus.

ÉCONOMIE

24. POINT DE VUE : Des P.M.E. par comme les autres », par Philippe de Rothchild.
25. ÉTRANGER.
26. AUTOMOBILE.

RADIO-TELEVISION (19)
INFORMATIONS
« SERVICES » (20) :
Météorologie : Journal officiel ; Fêtes du Nouvel An.
Annonces classées (21-22) : Carnet (23) ; Mots croisés (24) ; Programmes spectacle (25) ; Bourse (27).

Le numéro du « Monde », daté 27-28 décembre 1981 a été tiré à 492 263 exemplaires.

LATREILLE
SPÉCIALISTE DU PEE DÉVELOPPEMENT
HOMMES, DAMES, JEUNES
SOLDES ANNUELS
À TOUTS NOS RAYONS
QUALITÉS IRREPROCHABLES
PRIX EXCEPTIONNELS
62, R. St-André-des-Arts - 6
PARIS 6 (Métro : St-Michel)

AB C D E F G

L'ÉTAT DE GUERRE EN POLOGNE ET SES RÉPÉRCUTIONS EN FRANCE

Cinq personnalités de l'opposition dénoncent les « analyses confuses » et les « démarches hésitantes » du gouvernement

Cinq personnalités de l'opposition — MM. Jean-François Pons, ancien ministre des affaires étrangères, Jean Lecanuet, président de l'U.D.P., Jean-Claude Gaudin, président du groupe de l'Assemblée nationale, Adolphe Chauvin, président du groupe de l'U.D.F., et Marcel Bigard, député (sop. action socialiste d'union — U.S.P.) de Meurthe-et-Moselle, ont déclaré dimanche 27 décembre une déclaration demandant au gouvernement de « condamner l'injustice du traitement infligé aux Polonais ». Dans le texte, les députés insistent sur la « dégradation des conditions de vie des Polonais polonais », les « analyses confuses » et les « démarches hésitantes » du gouvernement. Ils demandent également la « réévaluation des déclarations contradictoires », les « analyses confuses » et les « démarches hésitantes » du gouvernement. Ils demandent également la « réévaluation des déclarations contradictoires », les « analyses confuses » et les « démarches hésitantes » du gouvernement.

Après avoir souligné que l'aide humanitaire à la Pologne doit être maintenue « aussi longtemps qu'elle pourra être apportée dans des conditions qui garantissent qu'elle parvienne à ceux à qui elle est destinée », les députés ont déclaré que le gouvernement de la République doit « réévaluer ses politiques actuelles et futures ». Ils ont également souligné que l'aide humanitaire à la Pologne doit être maintenue « aussi longtemps qu'elle pourra être apportée dans des conditions qui garantissent qu'elle parvienne à ceux à qui elle est destinée ».

Un sondage
« IRES - la Vie française »

LE DÉPART DES COMMUNISTES DU GOUVERNEMENT N'EST PAS SOUHAITÉ PAR 45 % CONTRE 42 %

« La Vie française » a daté de 28 décembre publie un sondage réalisé du 19 au 23 décembre par IRES auprès d'une échantillon de mille quatre-vingt personnes. 42 % des personnes interrogées estiment que « le départ des communistes de l'Assemblée nationale est souhaitable », mais 45 % sont d'un avis contraire. Dans l'hypothèse où les ministères communistes devraient quitter le gouvernement, 51 % des personnes interrogées estiment que « le départ des communistes de l'Assemblée nationale est souhaitable », mais 45 % sont d'un avis contraire.

« L'AMBADEUR DE FRANCE A MOSCOW A PRIS CONGÉ DE M. GROMYKO »

Moscou (A.F.P.). — L'ambassadeur de France à Moscou, M. Henri Froment-Mourin, a été reçu le lundi 26 décembre par M. Gromyko, ministre soviétique des affaires étrangères. L'ambassadeur de France à Moscou, M. Henri Froment-Mourin, a été reçu le lundi 26 décembre par M. Gromyko, ministre soviétique des affaires étrangères.

EXPRESSION ORALE & MAÎTRISE DE SOI

documentation sans engagement
COURS LE FÉAL
20 rue des Capucines Paris 7^{ème}

5 JOURS DE FOLIE
-20%
DU 26 AU 31 DÉCEMBRE
SUR LA BIJOUTERIE-JOAILLERIE
JACQUES TOUR
9, BD DES CAPUCINES - PLACE DE L'OPÉRA - 266.55.18

En Afghanistan

TROIS PERSONNES TUÉES PAR L'EXPLOSION D'UNE BOMBE A KABOUL

Kaboul (A.F.P.). — Trois personnes ont été tuées par l'explosion d'une bombe au centre de Kaboul, vendredi 26 décembre, à la veille du cinquantième anniversaire de l'intervention militaire soviétique en Afghanistan, à l'occasion d'une manifestation de soutien aux forces soviétiques. Les trois personnes tuées étaient deux soldats soviétiques et un civil afghan.

UN SONDAGE IRES-LE JOURNAL DU DIMANCHE SUR LA TÉLÉVISION

Christine Ockrent met gagnant du sondage IRES-LE JOURNAL DU DIMANCHE sur la télévision. Le sondage a été réalisé du 19 au 23 décembre par IRES auprès d'une échantillon de mille quatre-vingt personnes. 42 % des personnes interrogées estiment que « le départ des communistes de l'Assemblée nationale est souhaitable », mais 45 % sont d'un avis contraire.

En R.F.A.

NOUVEL EXCÉDENT DE LA BALANCE COMMERCIALE

Wiesbaden (A.F.P.). — La balance des paiements courants de la R.F.A. a pour le second mois consécutif enregistré un excédent de 2,5 milliards de marks. En octobre, pour le premier mois depuis deux ans et demi, l'excédent avait atteint 2,5 milliards de marks. En novembre, l'excédent avait atteint 2,5 milliards de marks.

En Autriche

NUMÉRIQUE RECORD DE FAILLITES

Les services officiels autrichiens ont enregistré en 1981 un nombre record de faillites : les procédures ouvertes ont augmenté de 20 % par rapport à 1980, pour atteindre plus de mille quatre cents cas.

En R.F.A.

En Autriche

NUMÉRIQUE RECORD DE FAILLITES

Un double suicide dans un village de Vendée

La mort de Claude et de Martine

Le village a appris la nouvelle par le journal : les trois mille habitants de La Châtaignerie (Vendée) ont lu, ce lundi 26 décembre, dans Ouest-France qu'un jeune couple, Claude Solvi, trente-trois ans et Martine Cognou, vingt-huit ans, s'était donné la mort, par pendaison, sur le territoire de la commune. Personne, ou presque, ne les connaissait. Les voisins de l'appartement qu'ils avaient loué dans un village n'ont rien dit, sinon qu'ils étaient polis et bien élevés. L'information leur est parvenue en une phrase : ils se sont pendus, sans autre explication, le jour de Noël, et leurs corps n'ont été découverts que dimanche dans le grenier de la maison, dans une pièce qu'on n'avait jamais vue.

Sur les raisons de ce suicide, les habitants de La Châtaignerie, bien sûr, n'ont aucune idée. Ils ne savent rien de la vie de Claude et de Martine, mais ils ont entendu un peu, Claude était originaire de Paris, il y avait rencontré Martine, une jeune Vendéenne, venue très tôt, qui s'était installée au village. Ils ont vu aussi, dans le journal, que Claude était un jeune couple, Claude Solvi, trente-trois ans et Martine Cognou, vingt-huit ans, s'était donné la mort, par pendaison, sur le territoire de la commune.

En R.F.A.

NOUVEL EXCÉDENT DE LA BALANCE COMMERCIALE

Wiesbaden (A.F.P.). — La balance des paiements courants de la R.F.A. a pour le second mois consécutif enregistré un excédent de 2,5 milliards de marks. En octobre, pour le premier mois depuis deux ans et demi, l'excédent avait atteint 2,5 milliards de marks. En novembre, l'excédent avait atteint 2,5 milliards de marks.

En Autriche

NUMÉRIQUE RECORD DE FAILLITES

Les services officiels autrichiens ont enregistré en 1981 un nombre record de faillites : les procédures ouvertes ont augmenté de 20 % par rapport à 1980, pour atteindre plus de mille quatre cents cas.

En R.F.A.

En Autriche

NUMÉRIQUE RECORD DE FAILLITES

En R.F.A.

En Autriche

NUMÉRIQUE RECORD DE FAILLITES

SAV FAIT UNE BONNE
D'ATOME
D'ÉNERGIE DE MOUVEMENT
CONCERNANT
LES NÉCESSITÉS
DES FRONTIÈRES

Repression
et persécution
en Iran

OPERATION SPECIALE
3 costumes
(2 pièces)
1 500 F
1 costume
à partir de 500 F
3 pantalons 350 F
3 chemises 140 F

TOUS
LE FRET-A-PORTER
MASCULIN
CLUB DX 131
131, rue du St-Honoré
75008
M^o St-Philippe-du-Roule
M^o de la Concorde

DERNIERS JOURS
JOSEPH GIBERT
25%
LA PLÉIADE
BANDES DESSINÉES
(enfants-adultes)
ASSIMIL
(livres, enregistrements)

26, BOULEVARD St-Michel, 6
Métro : ODEON - R.E.R. : LUXEMBOURG
Tous les jours, de 10h à 19h